

PREAVIS AU CONSEIL COMMUNAL D'YVERDON-LES-BAINS

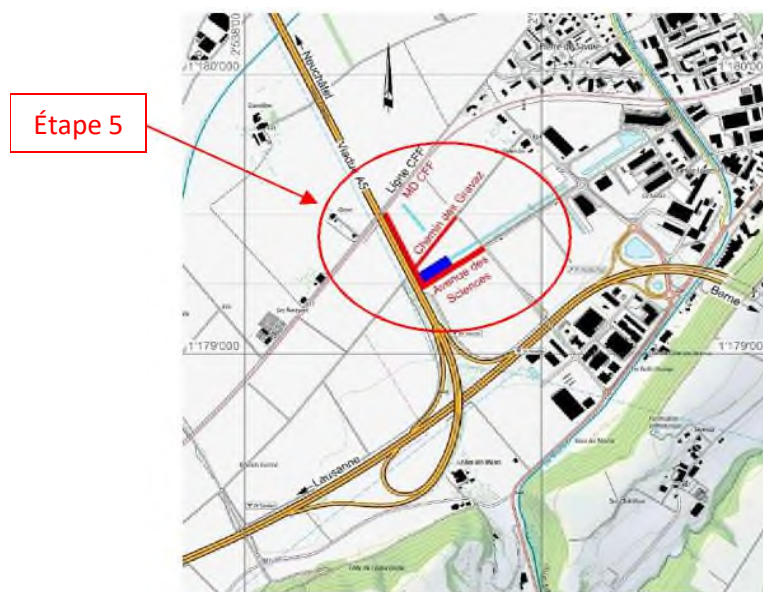
concernant

une demande de crédit d'investissement de CHF 400'000.- correspondant à la part de 49,515 % du financement incombant à la Commune d'Yverdon-les-Bains pour la réalisation partielle de l'équipement de l'étape 5 du Parc scientifique et technologique d'Y-Parc, soit la réalisation du carrefour Sciences – Innovation et ses aménagements connexes, ainsi que la réalisation d'une station transformatrice,

l'adoption, en application de la loi du 10 décembre 1991 sur les routes (LRou), du projet routier y relatif,

la décadastration partielle des parcelles 3016 et 6443 et le transfert au domaine public, ainsi que

la constitution d'une servitude publique de passage à pied et véhicules non motorisés

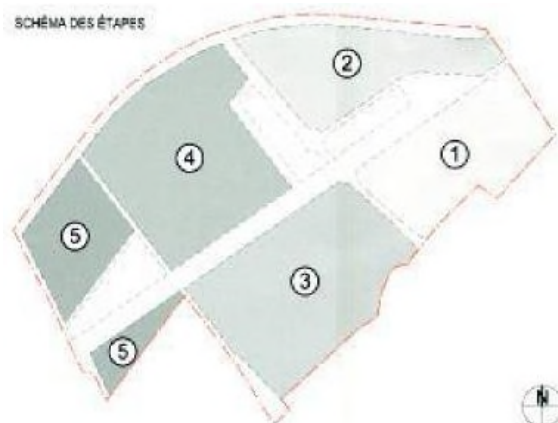


Situation générale

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers,

La Commune d'Yverdon-les-Bains est copropriétaire avec l'Etat de Vaud et l'Etablissement cantonal d'assurance contre l'incendie (ECA) de différents biens-fonds situés dans le périmètre d'Y-Parc. Sa part de copropriété constitue, pour toutes les parcelles considérées et sous réserve d'arrondis, le 49,515% de leur valeur, alors que la part de l'ECA constitue le 45,635% et celle de l'Etat de Vaud le 4,85%.

Les étapes 1 à 4 du Parc scientifique et technologique d'Y-PARC (PST) ont été réalisées entre 1997 et 2020 (voir schéma ci-contre). La cinquième étape constitue la dernière étape de viabilisation du secteur concerné par le Plan partiel d'affectation (PPA) « Parc scientifique et technologique », en vigueur depuis le 30 octobre 2014.



Selon les règles appliquées sur le PST, la viabilisation des différentes étapes est à la charge des copropriétaires, de même que l'entretien des aménagements paysagers au cours des deux premières années.

Ensuite, les terrains sont remis à la Commune soit sous forme de domaine public (chaussée), soit sous forme de domaine privé (chemin longeant les voies, noues).

En date du 1er novembre 2018, le Conseil communal a accepté le préavis PR18.22PR concernant le crédit d'investissement relatif à la première partie de l'étape 4, comprenant notamment le réaménagement du chemin de Gravaz, pour un montant de CHF 1'485'450.-, représentant la part de la Ville à des travaux estimés à CHF 3'000'000.-. Il a ensuite accepté, le 17 juin 2021, le préavis PR 21.13PR concernant une demande d'un crédit d'investissement de CHF 2'970'000.- correspondant à la part de 49,515 % du financement incombant à la Commune d'Yverdon-les-Bains pour la réalisation de l'équipement de l'étape 4.2 du Parc scientifique et technologique d'Y-Parc et l'adoption, en application de la loi du 10 décembre 1991 sur les routes (LRou), du plan routier portant sur la réalisation de chaussées.

Dans la suite de ces démarches, le présent préavis porte sur l'étape 5 de viabilisation, et a pour objet :

- une demande de crédit d'investissement de CHF 400'000.- pour couvrir la part communale des coûts relatifs aux premiers travaux d'infrastructures de cette étape (réalisation du carrefour Sciences-Innovation, arrêt de bus et réaménagement partiel des aménagements extérieurs, réalisation d'une station transformatrice) ;
- l'adoption par le Conseil communal, en application de l'article 13 de la loi sur les routes (LRou) du 10 décembre 1991, du projet routier y relatif, soumis à l'enquête publique du 19 octobre au 17 novembre 2024.

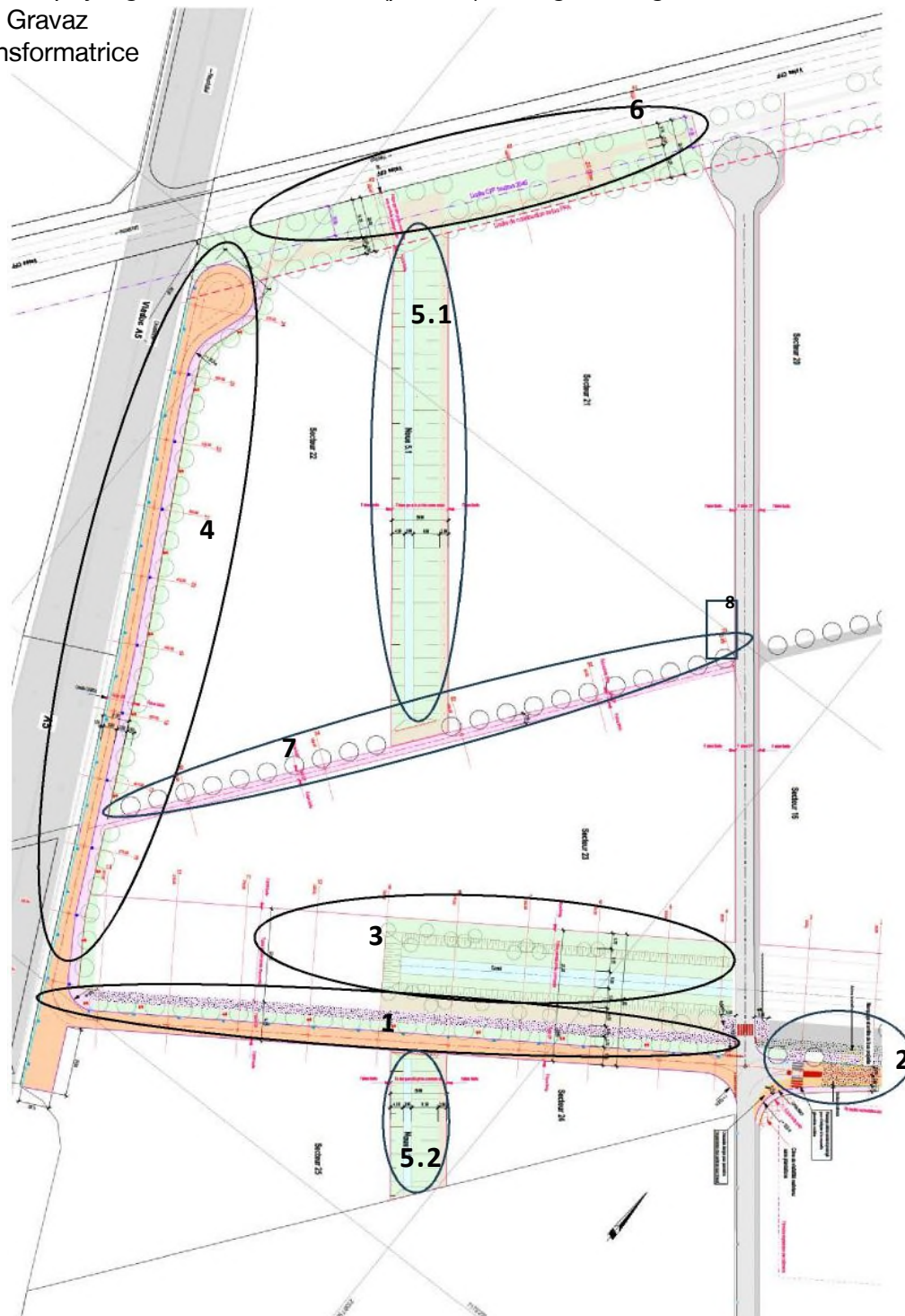
Les copropriétaires, à savoir la Ville d'Yverdon-les-Bains, l'ECA et l'Etat de Vaud, en sont les maîtres de l'ouvrage ; chacun des copropriétaires participe à son financement en fonction de sa part à la copropriété.

1. Présentation générale des objets constituant l'étape 5

Les différents éléments composant l'étape 5 de viabilisation du PST sont les suivants :

Légende :

1. Prolongation de l'Avenue des Sciences et aménagements paysagers + mobilité douce
2. Aménagement du carrefour Sciences-Innovation
3. Prolongation du canal longeant l'Avenue des Sciences
4. Route longeant l'autoroute A5
5. Noues 5.1 et 5.2
6. Aménagement paysager et mobilité douce (piétons) le long de la ligne de chemin de fer
7. Chemin de Gravaz
8. Station transformatrice

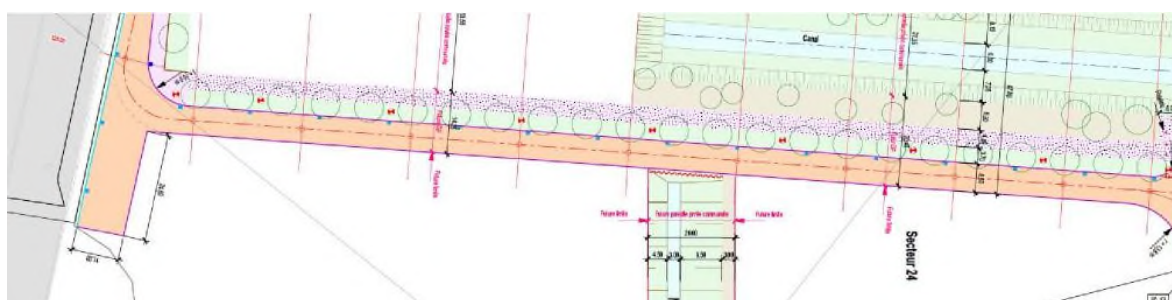


1.1 Prolongation de l'Avenue des Sciences et aménagement paysagers + mobilité douce

Le projet prévoit la prolongation de l'Avenue des Sciences jusqu'au viaduc de l'A5.

Ce tronçon présente des caractéristiques similaires aux étapes 1 et 3 du PST, à savoir :

- Une chaussée bidirectionnelle d'une largeur de 6,50m ;
- Une bande herbeuse de 3,70m arborisée ;
- Une piste destinée à la mobilité douce (MD) en béton de 4,00 m pour reprendre les caractéristiques des chemins vicinaux de la Plaine de l'Orbe ;
- Une bande multiusages arborisée de 6,25 m avec une arborisation ponctuelle et du mobilier urbain.



À proximité de l'autoroute, une zone de parking à usage des poids lourds servira également de tourne-char.

L'ensemble des réseaux d'alimentation des parcelles adjacentes sera réalisé sous cette chaussée.

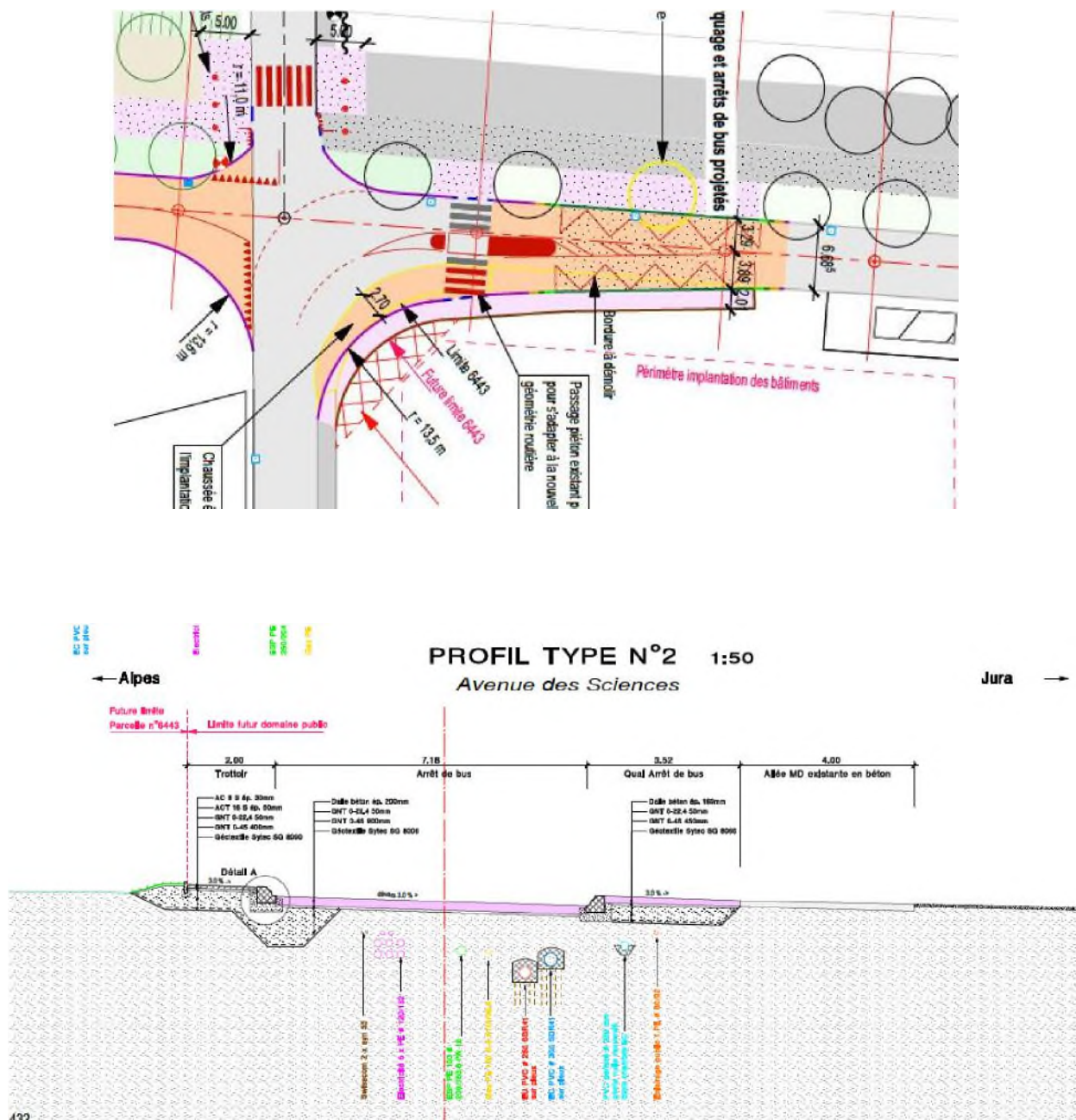
1.2 Aménagement du carrefour Sciences-Innovation

Ce carrefour sera adapté avec l'ajout d'une 4^{ème} branche. Les véhicules circuleront principalement dans le sens Innovation-Sciences, comme jusqu'à présent.

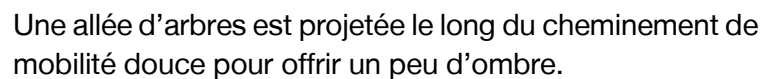
Afin de desservir en transports publics (TP) les futurs bâtiments, deux arrêts de bus seront mis en place.

Le projet présente un aménagement avec un passage piéton d'une largeur de 4.00 m permettant d'assurer la continuité piétonne, ainsi qu'une traversée vélos (avec priorité au trafic sur la rue de l'Innovation) jouxtant ce passage.

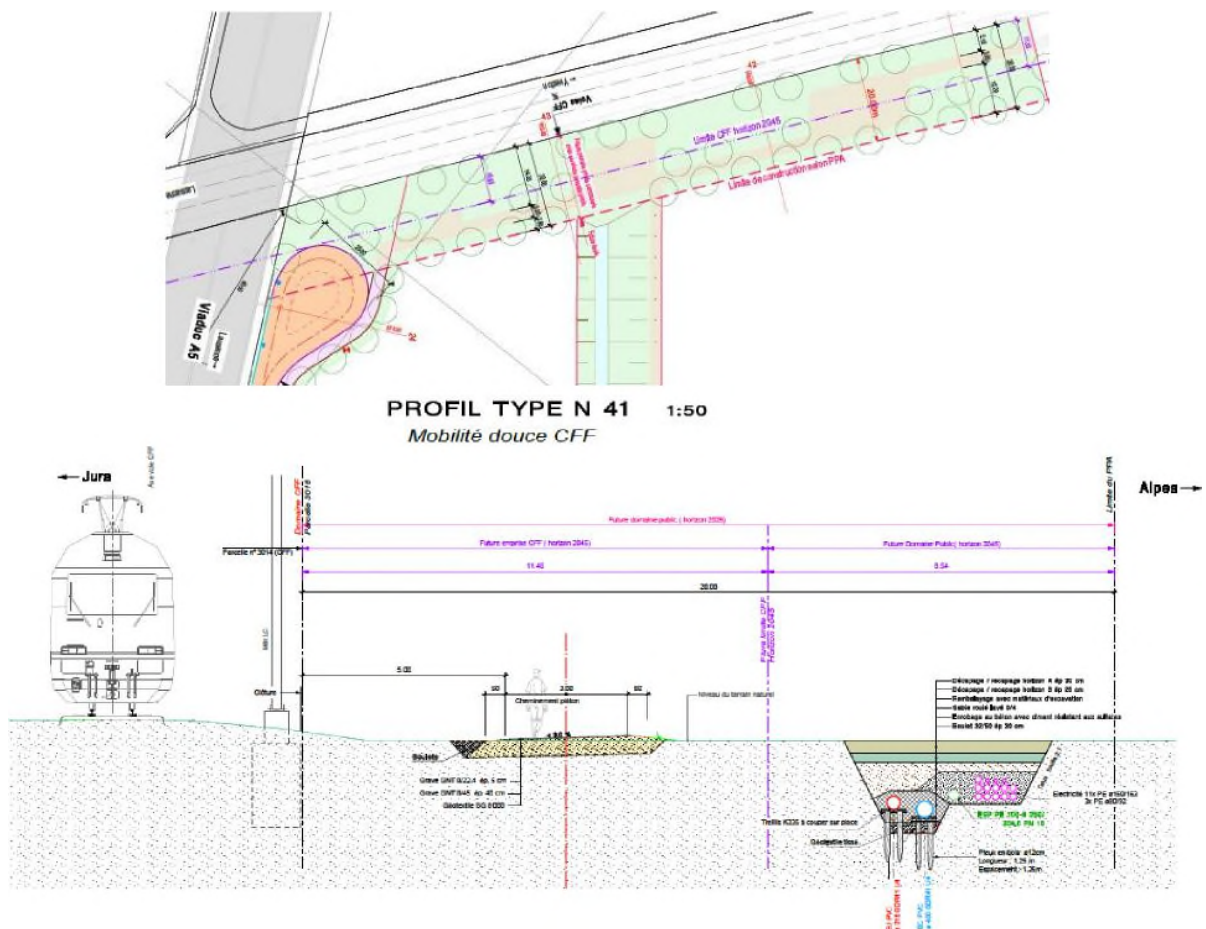
Cet objet constitue un des deux éléments pour lesquels un crédit d'investissement est demandé dans le cadre du présent préavis.



Le dernier tronçon du canal longeant l'Avenue des Sciences sera réalisé. Il permet une gestion des eaux de surface (bassin de rétention) et constitue un aménagement paysager de qualité favorisant la biodiversité.

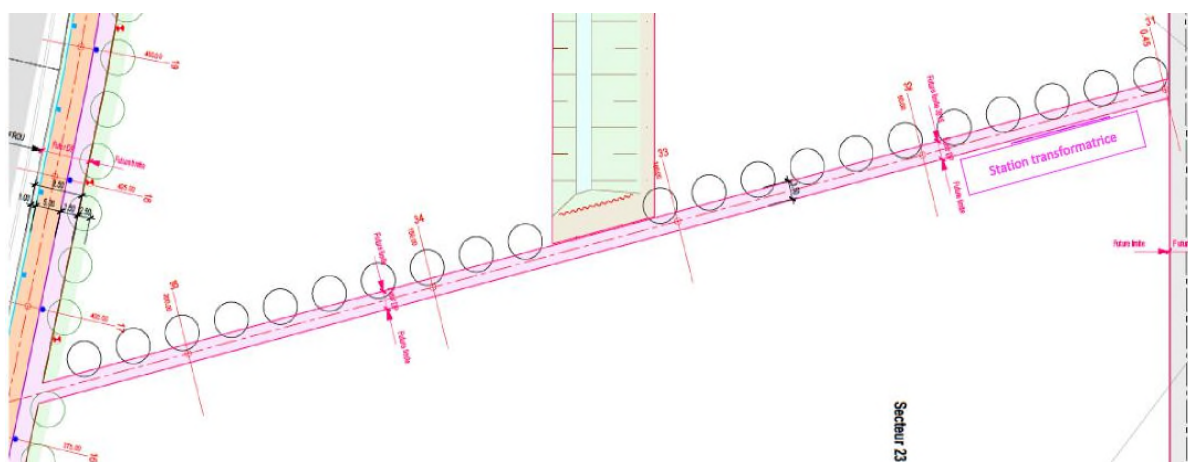


Le long du cheminement piéton sont prévus des aménagements ponctuels avec tables, bancs et arborisation. Des zones avec aménagements sportifs sont également planifiés.



1.7 Chemin de Gravaz

Le chemin de Gravaz sera réaménagé dans la prolongation de l'étape 4, depuis la rue de l'Innovation jusqu'à la limite du PST, à savoir l'autoroute A5.



1.8 Station transformatrice

Une station transformatrice sera réalisée pour alimenter en électricité les secteurs avoisinants. Cet objet constitue le deuxième élément de la demande de crédit d'investissement.

2. Démarches menées et procédures en cours

2.1 Appels d'offres

Le mandataire principal (génie civil) a été désigné en été 2023 au terme d'une procédure ouverte, conformément à la législation en matière de marchés publics. Le bureau mandaté a effectué les études menées à ce jour et a été accompagné par un architecte urbaniste paysagiste pour la conception des espaces verts.

2.2 Projet routier

Les études ont démarré en 2024. La réalisation des chaussées constitue un projet routier au sens de l'article 13 al. 1 de la loi sur les routes, du 10 décembre 1991 (LRou), qui renvoie à la procédure applicable aux plans d'affectation (art. 34 ss LATC).

Le dossier d'examen préalable a été déposé au printemps 2024; la Direction générale de la mobilité et des routes (DGMR) l'a examiné et a rendu un préavis positif le 25 avril 2024. Le projet a ensuite été soumis à l'enquête publique, qui a eu lieu entre le 18 octobre et le 18 novembre 2024. L'enquête publique n'a pas suscité d'opposition.

Aux termes de la LRou, le plan routier, qui vaut permis de construire les aménagements routiers considérés, doit être adopté par le législatif communal. Il sera ensuite approuvé par le Département cantonal en charge de la mobilité et des routes, à savoir le Département des institutions, culture, infrastructures et ressources humaines (DICIRH), qui le mettra en vigueur.

2.3 Demande de subventions

Le Parc scientifique et technologique d'Y-Parc est l'un des 21 pôles de développement vaudois. À ce titre, il a la possibilité de recevoir des subventions cantonales par l'intermédiaire de la Direction générale du territoire et du logement (DGTL). Une demande a été formulée en septembre 2025. Les copropriétaires sont en attente de connaître le montant de cette subvention. Faute de pouvoir, à ce stade, en déterminer le montant, cette subvention n'est pas prise en compte dans la demande de crédit d'investissement.

2.4 Investissements ultérieurs

Les crédits d'investissement portant sur les autres aménagements feront l'objet de préavis ultérieurs, lorsque la vente des terrains dans ce secteur nécessitera de réaliser ces travaux, et pour autant que le produit des ventes déjà réalisées ne permette pas d'en absorber les coûts.

3. Estimation des coûts globaux

Cette étape viabilise 58'000 m² de terrain. Au prix actuel du terrain (CHF 340.-/m²), la valeur des terrains équipés représente ainsi un montant de quelque CHF 19'720'000.-.

L'ensemble des coûts liés à la réalisation de l'étape 5 est estimé à CHF 9'250'000.- TTC. Ce montant porte sur l'ensemble des travaux de génie civil, les réseaux, les aménagements paysagers ainsi que la réalisation d'un local à même d'accueillir les transformateurs électriques pour les futurs résidents de cette zone du site.

Comme indiqué ci-dessus (ch. 2.4), les travaux de cette étape qui ne font pas l'objet de la présente demande de crédit d'investissement feront le cas échéant l'objet d'un préavis ultérieur.

4. Répartition des coûts et demande de crédit d'investissement

La réalisation du carrefour Sciences-Innovation ainsi que les deux arrêts de bus prévus nécessitent une reprise partielle des aménagements paysagers longeant l'Avenue des Sciences. L'ensemble de ces travaux est estimé à CHF 560'000.- TTC. Le détail est le suivant:

Arrêts de bus : Devis estimatif + / - 15% en Fr TTC		
1 : Travaux GC		
Mobilité Douce	CHF	95 000,00
Chaussée	CHF	245 000,00
Trottoir	CHF	55 000,00
2 : Appareillage		
Eclairage publique, électricité	CHF	15 000,00
Adaptation réseaux existants	CHF	10 000,00
3 : Divers		
Plantations / Compensations	CHF	12 000,00
Marquage / Signalisation	CHF	23 000,00
Mobilier urbain	CHF	15 000,00
4 : Honoraires		
	CHF	85 000,00
% culturel	CHF	5 000,00
Total	CHF	560 000,00

La station transformatrice sera gérée par le Service des énergies (SEY). Son enveloppe structurelle sera en revanche assumée par les copropriétaires. Le montant de la part des copropriétaires est le suivant :

Station transformatrice : Devis estimatif + / - 15% en Fr TTC		
1 : Travaux Génie Civil		
Fondations spéciales et radier	CHF	84 000,00
Canalisation	CHF	12 000,00
2 : Station		
Fourniture et pose station	CHF	88 000,00
3 : Honoraires et divers		
Etude géologique	CHF	16 000,00
Honoraires	CHF	30 000,00
Divers (cadastre, mise à l'enquête,...)	CHF	10 000,00
Total	CHF	240 000,00

Afin de financer les travaux relatifs d'une part à la réalisation des arrêts de bus, et d'autre part à l'enveloppe de la station transformatrice, un montant de CHF 800'000.- est dès lors nécessaire. Il sera réparti entre les trois copropriétaires, en proportion de leurs parts de copropriété :

- Yverdon-les-Bains (49,515%) : CHF 396'120.- TTC
- ECA (45,627%) : CHF 365'016.- TTC
- État de Vaud (4,858%) : CHF 38'864.- TTC

Dès lors, la Municipalité demande au Conseil communal un crédit d'investissement de CHF 400'000.- (arrondi) correspondant à la part communale aux coûts des travaux mentionnés dans le présent préavis.

Le plan des investissements 2025-2034 mentionne à sa ligne 2013.1 un montant de CHF 1'600'000.-, correspondant à la part de la Ville pour la valorisation des terrains et les équipements liés à la viabilisation des terrains dont elle copropriétaire au PST.

Le montant de CHF 400'000.- qui fait l'objet de la présente demande de crédit d'investissement est compris dans le montant de CHF 1'600'000.- susmentionné.

Les charges annuelles d'exploitation s'élèvent, pour le crédit d'investissement, à CHF 10'600.-. Elles comprennent les frais d'intérêts variables du capital investi (CHF 2'600.-) et les frais d'entretien (CHF 8'000.-). La dépense sera amortie par le produit des ventes des différentes parcelles de la copropriété revenant à la Commune d'Yverdon-les-Bains.




Vu ce qui précède, nous avons l'honneur de vous proposer, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers, de prendre la décision suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL D'YVERDON-LES-BAINS
sur proposition de la Municipalité,
entendu le rapport de sa Commission et
considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour,

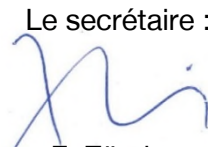
décide :

- Article 1: Le projet routier est adopté en application de la loi du 10 décembre 1991 sur les routes (LRou). La décision d'approbation préalable du Département des infrastructures et des ressources humaines (DIRH) est réservée.
- Article 2 : Le plan du 25 juin 2024 relatif à la décadastration partielle des parcelles 3016 et 6443, le transfert au domaine public et la création d'une servitude publique de passage à pied et véhicules non motorisés est adopté en application de l'article 13 LRou.
- Article 3: La Municipalité est autorisée à engager une dépense pour couvrir la part communale (49,515 %) aux frais incombant aux copropriétaires du PST pour la réalisation partielle de l'équipement de l'étape 5 du Parc scientifique et technologique d'Y-Parc, soit la réalisation du carrefour Sciences – Innovation et ses aménagements connexes, ainsi que la réalisation d'une station transformatrice.
- Article 4: Un crédit d'investissement de CHF 400'000.- lui est accordé à cet effet.
- Article 5: La dépense sera financée par la trésorerie générale et sera imputée au compte 20010.26 « PST Viabilisation étape 5 partielle ». Elle sera amortie par le produit des ventes des différentes parcelles de la copropriété revenant à la Commune d'Yverdon-les-Bains.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le syndic :

P. Dessemontet



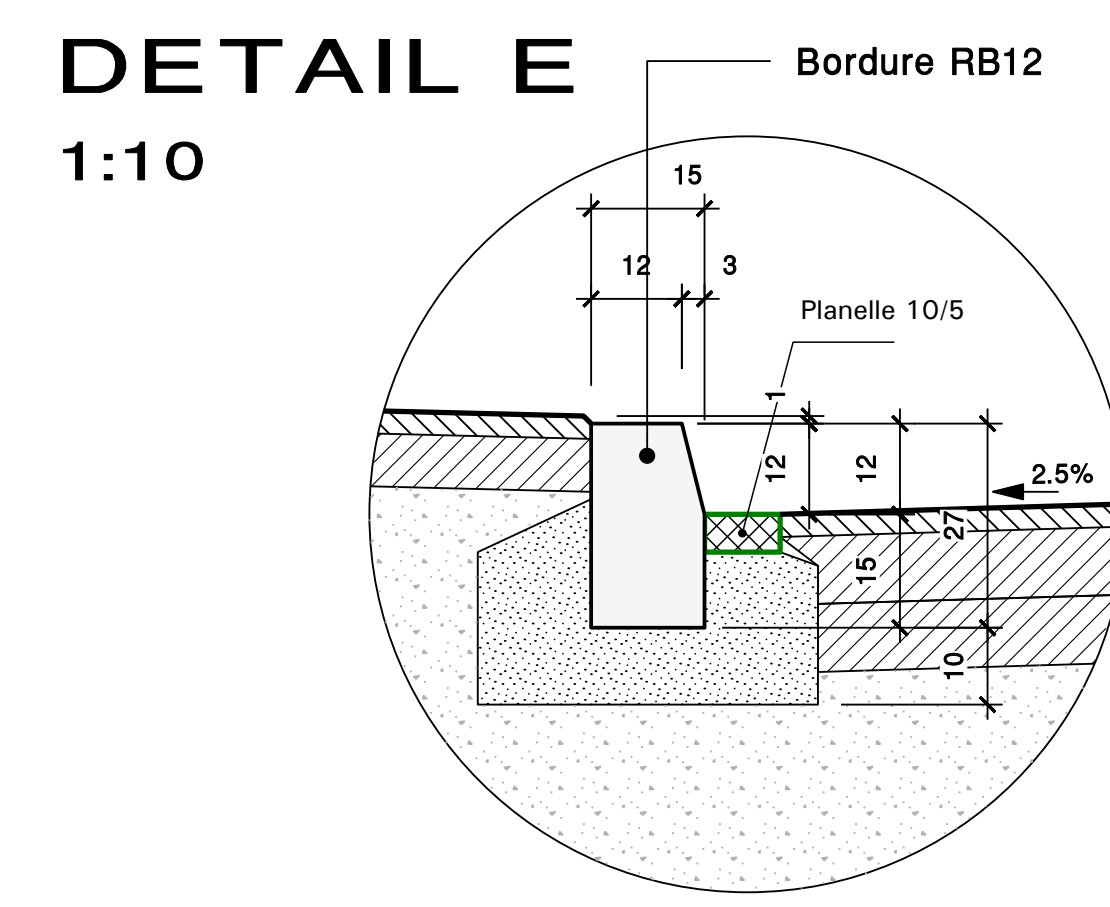
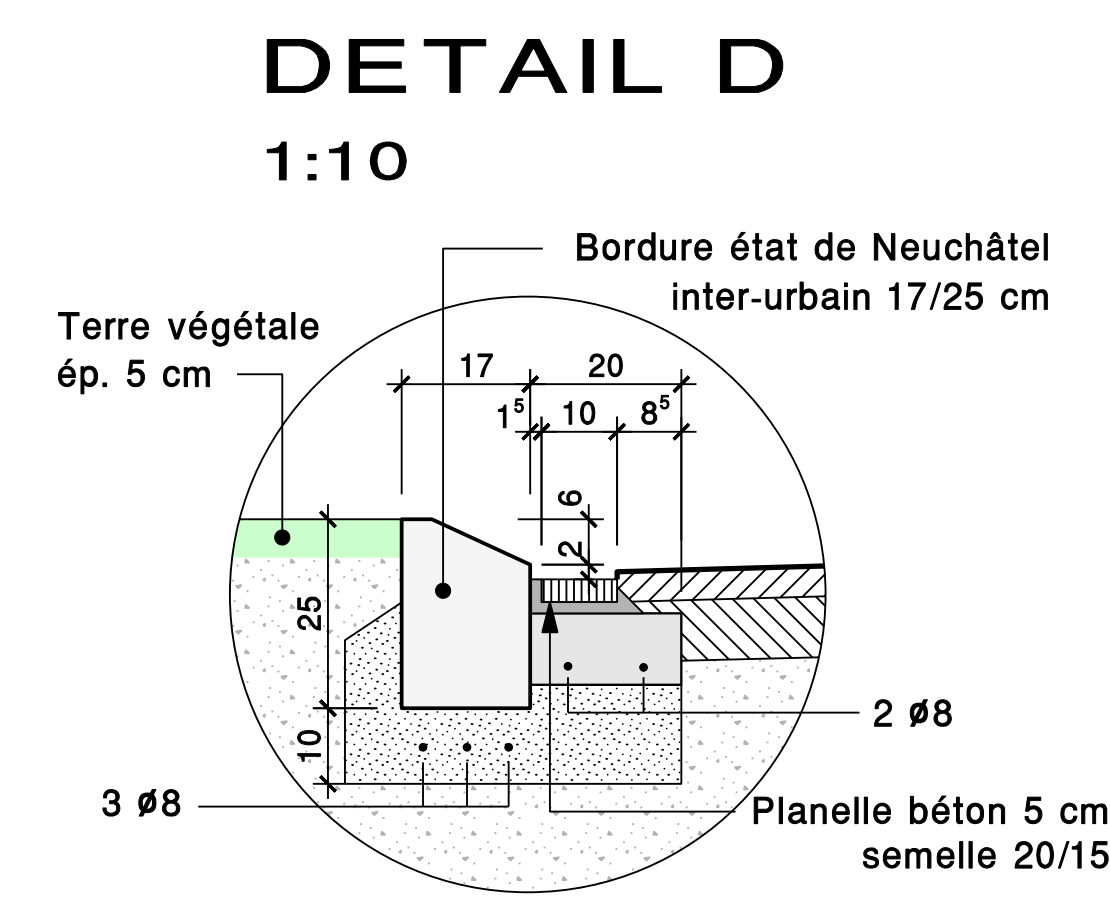
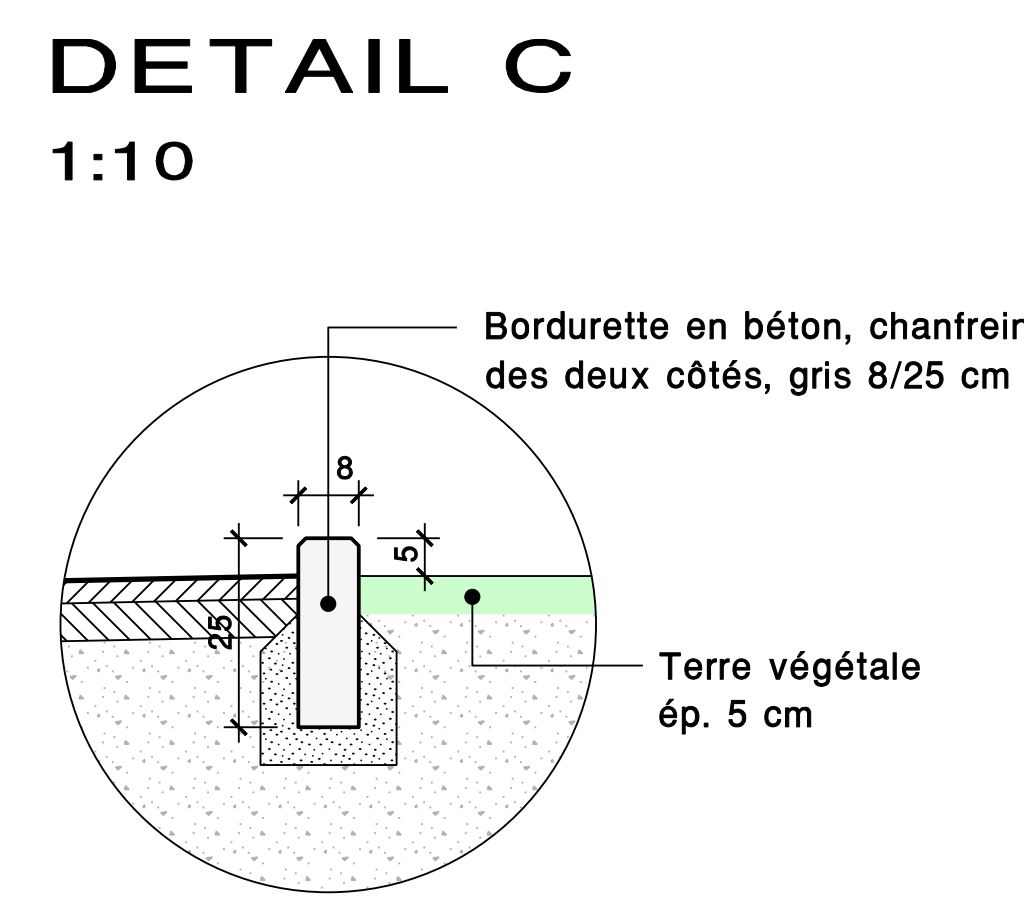
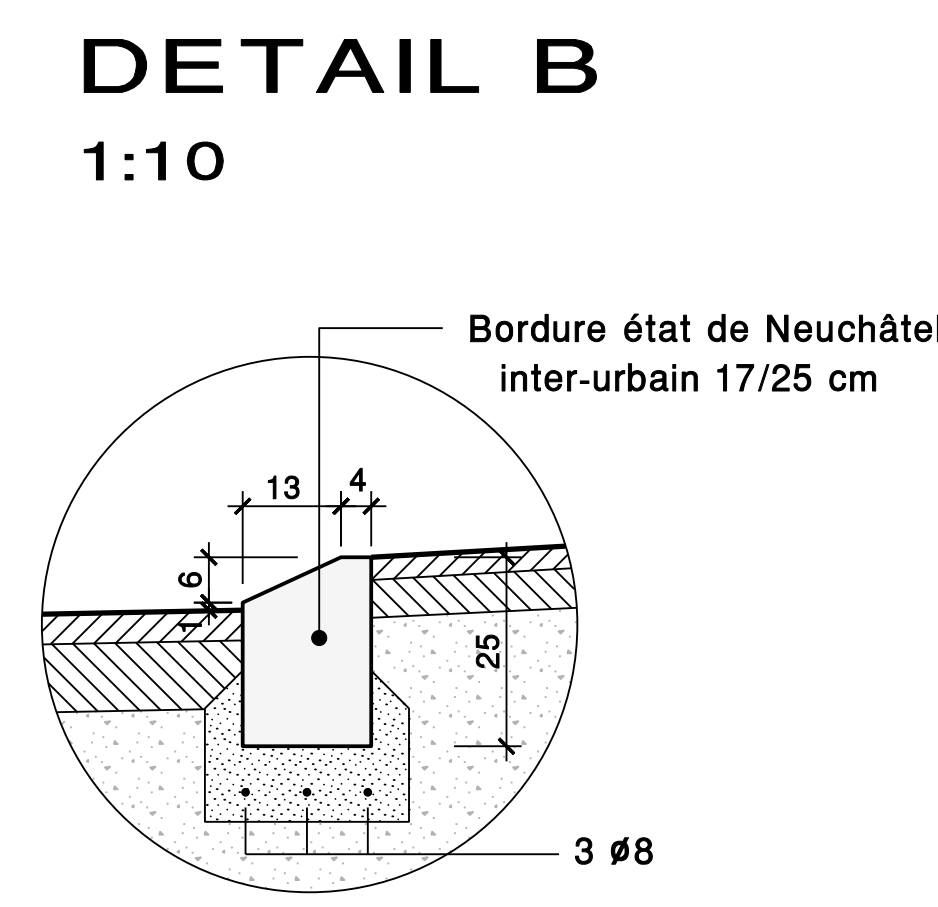
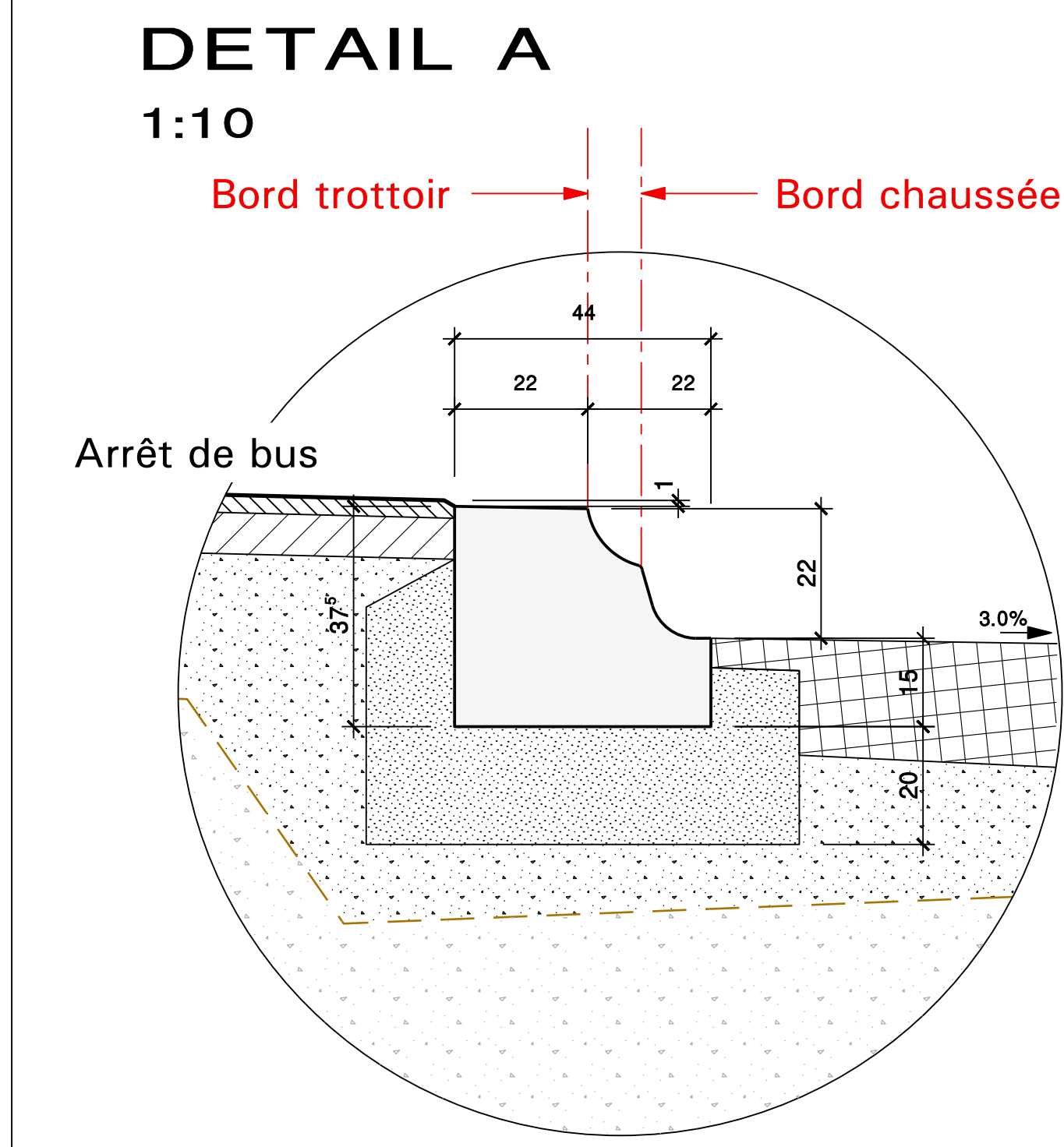
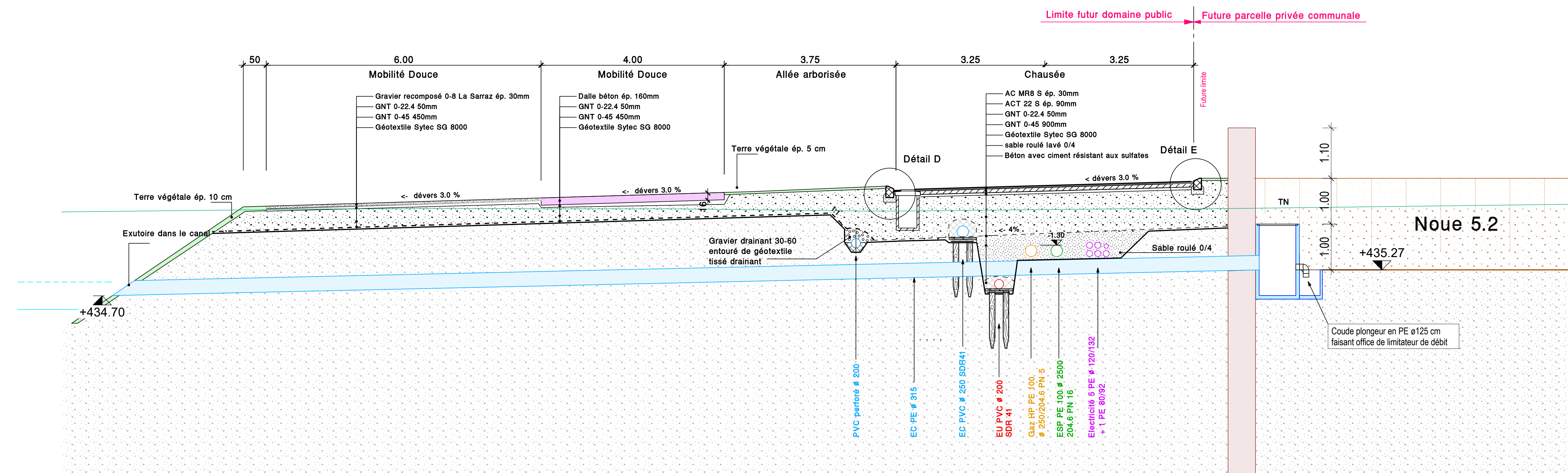
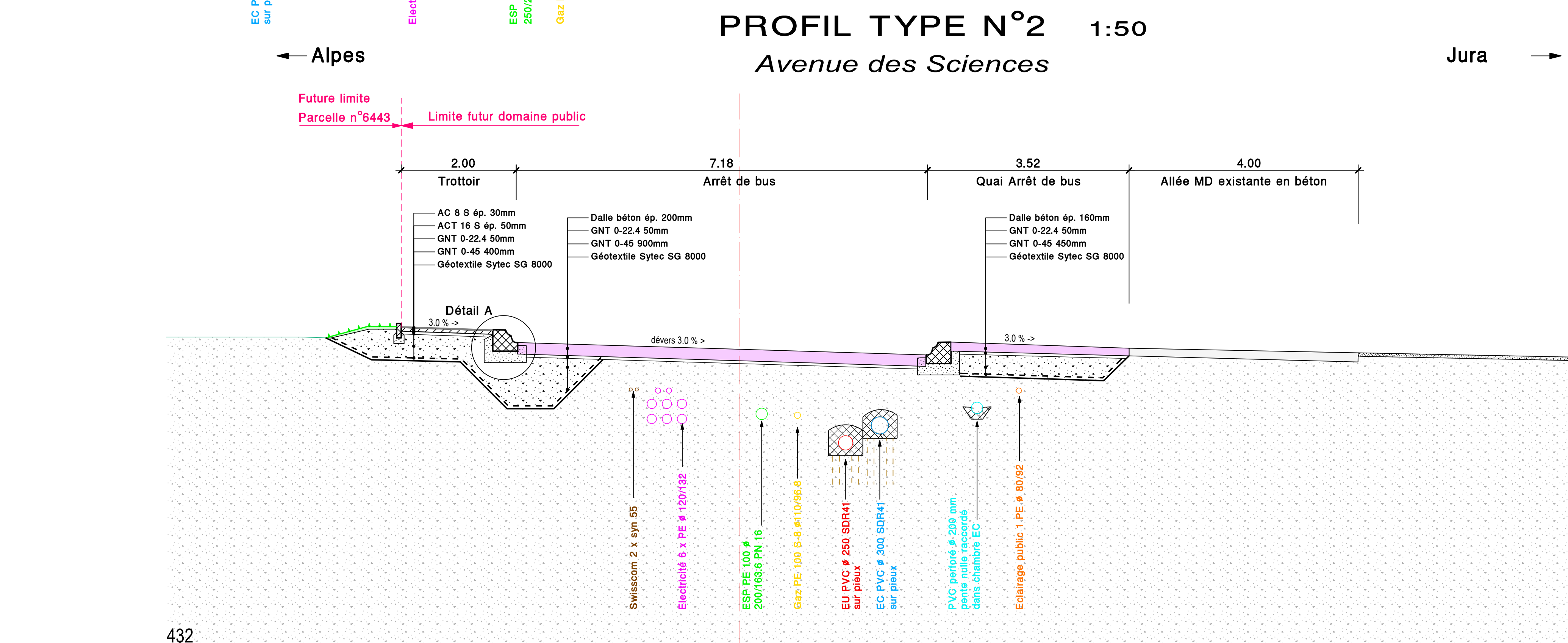
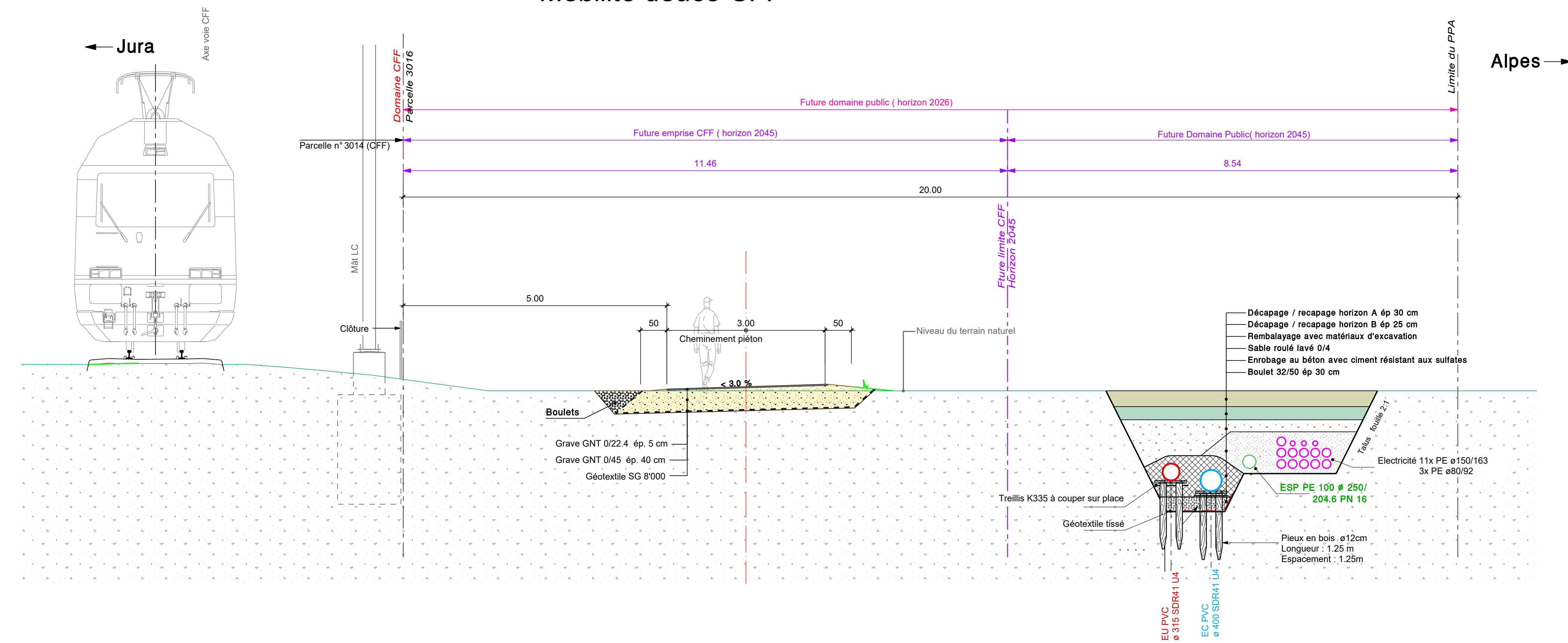
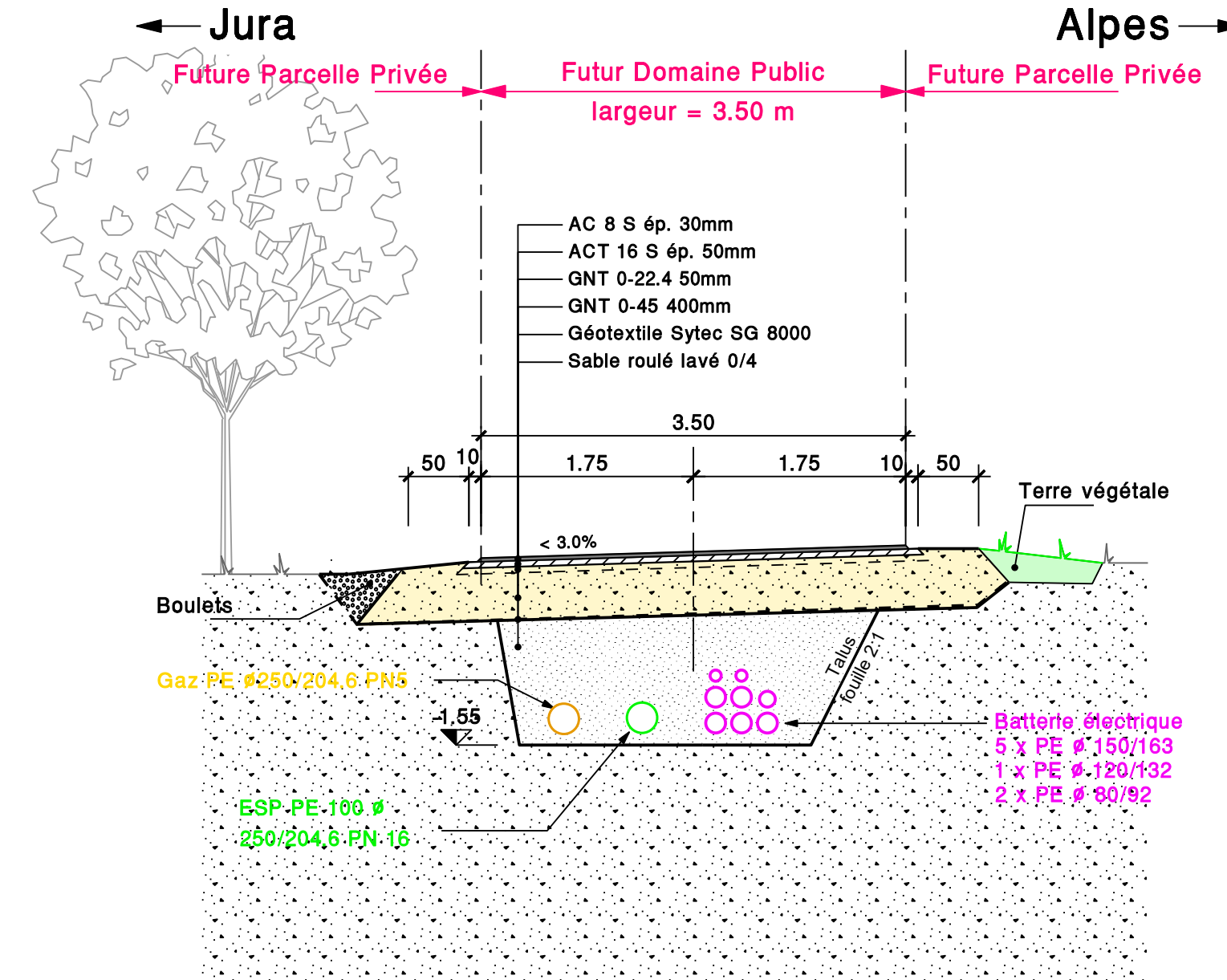
Le secrétaire :

F. Zürcher

Délégué de la Municipalité : M. Pierre Dessemontet, syndic

Annexes :

- Annexe 1 : Dossier de plans
 - o 1.1 Plan de situation et aménagements extérieurs
 - o 1.2 Profils-types et détails
 - o 1.3. Profils en travers
 - o 1.4 Profils en long

- Annexe 2 : Plan du 25 juin 2024 relatif à la décadastration partielle des parcelles 3016 et 6443, le transfert au domaine public et la création d'une servitude publique de passage à pied et véhicules non motorisés
- Annexe 3 : Rapport d'examen préalable du 25 avril 2024.



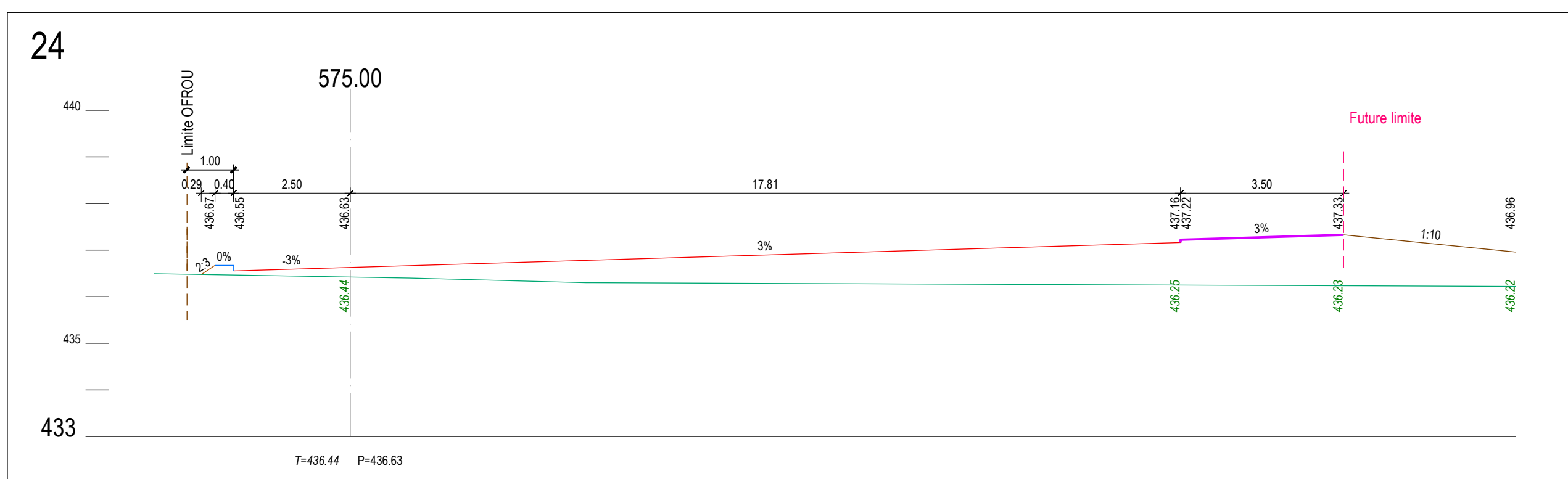
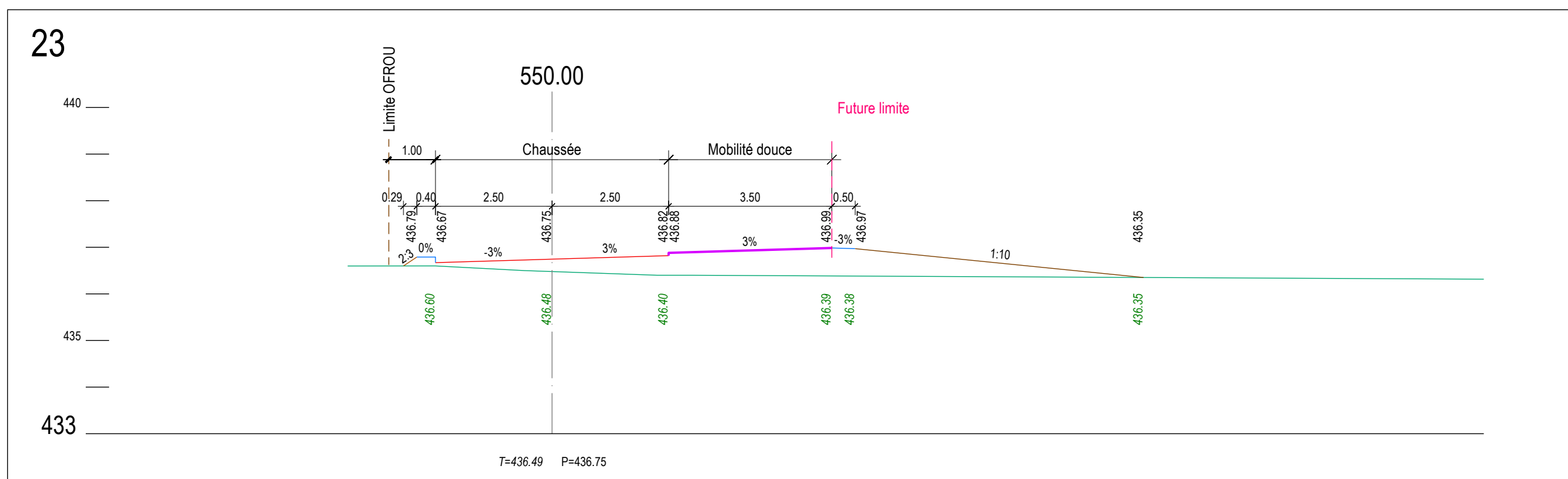
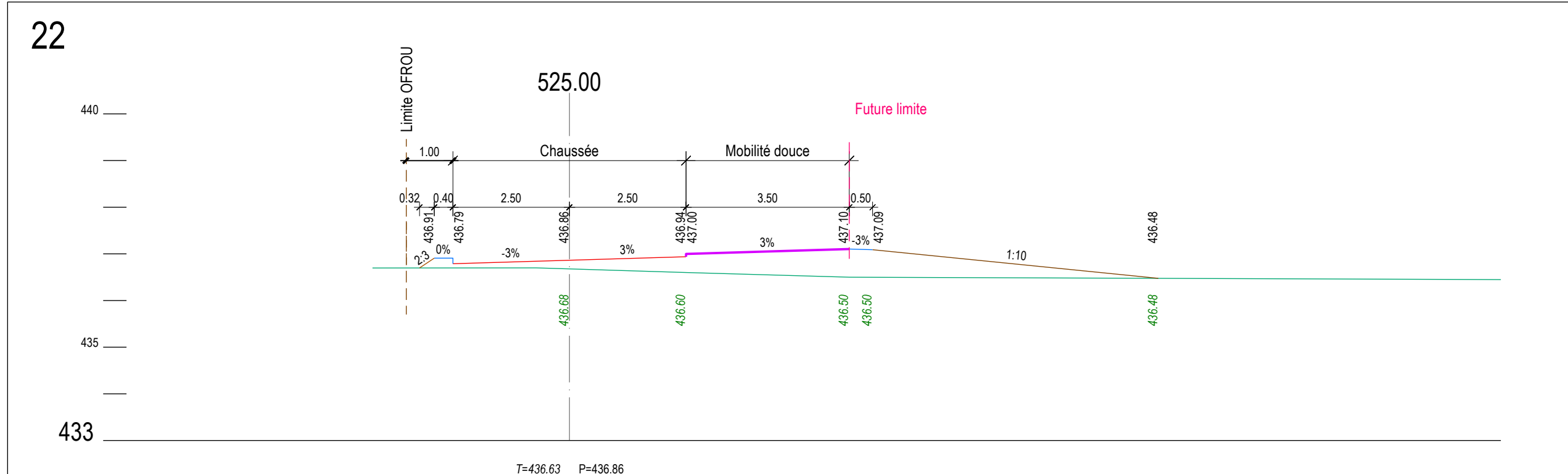
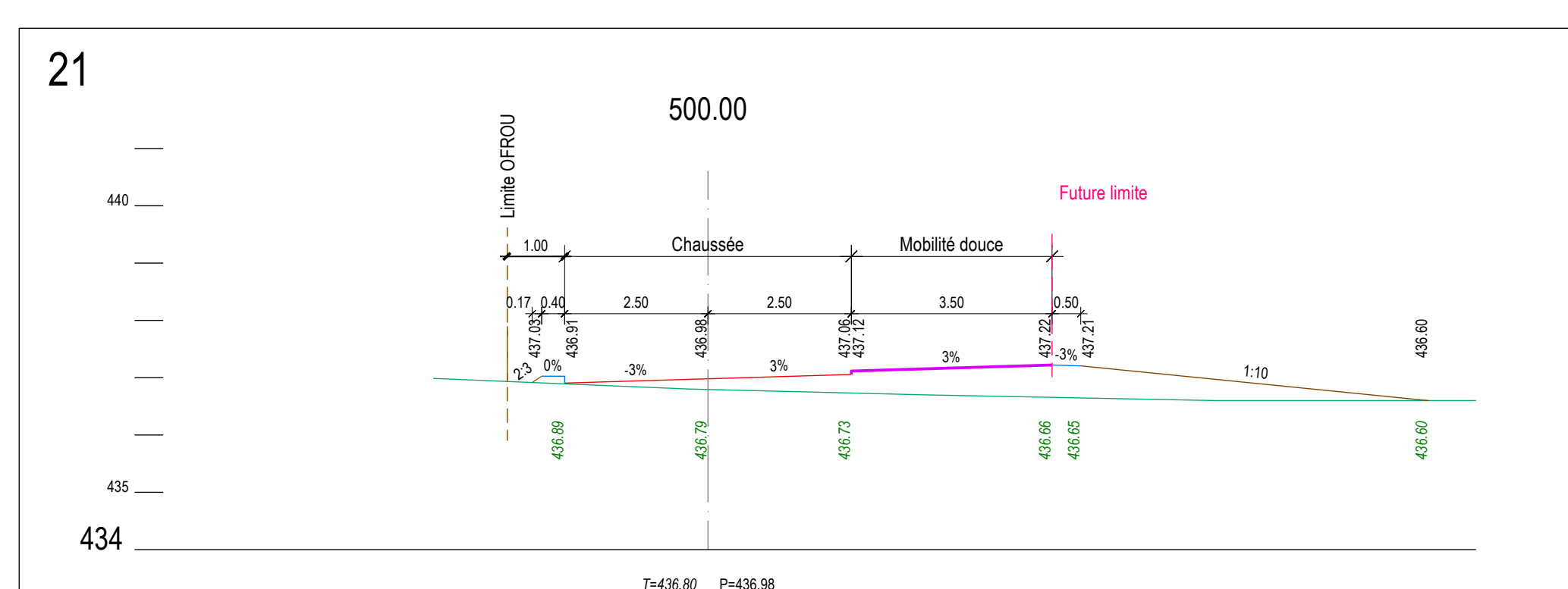
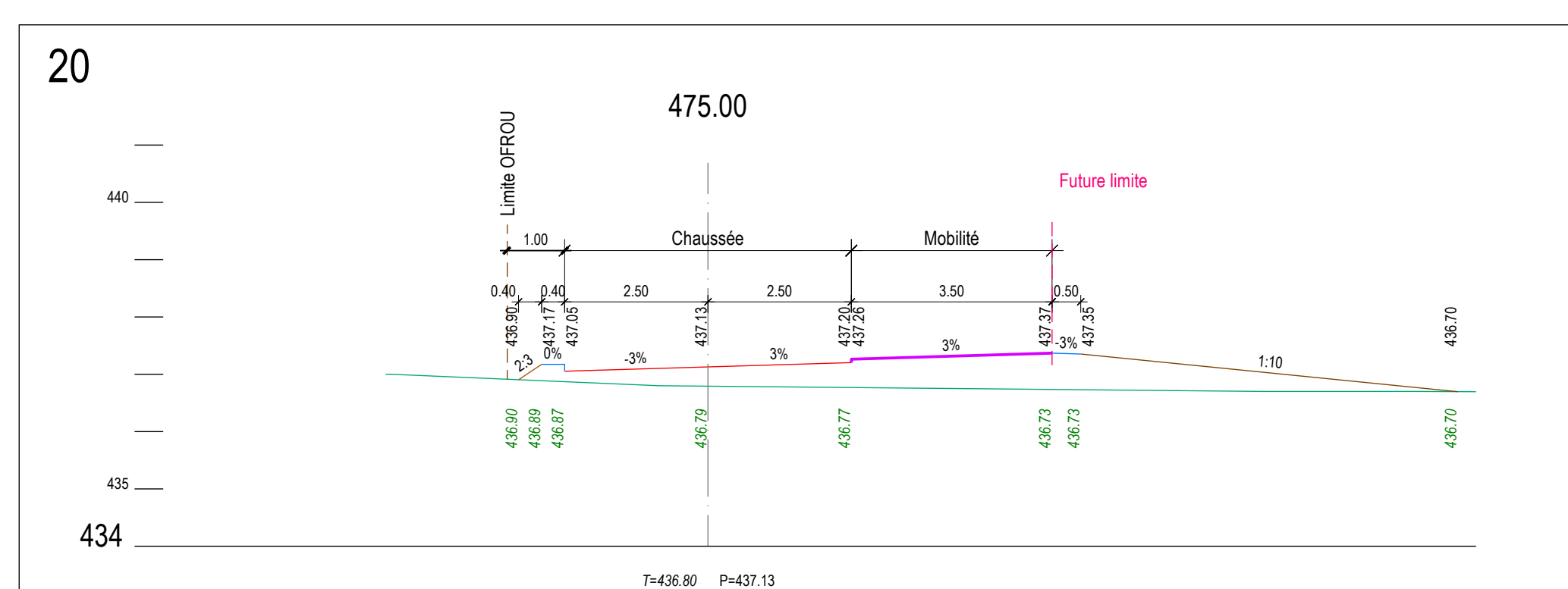
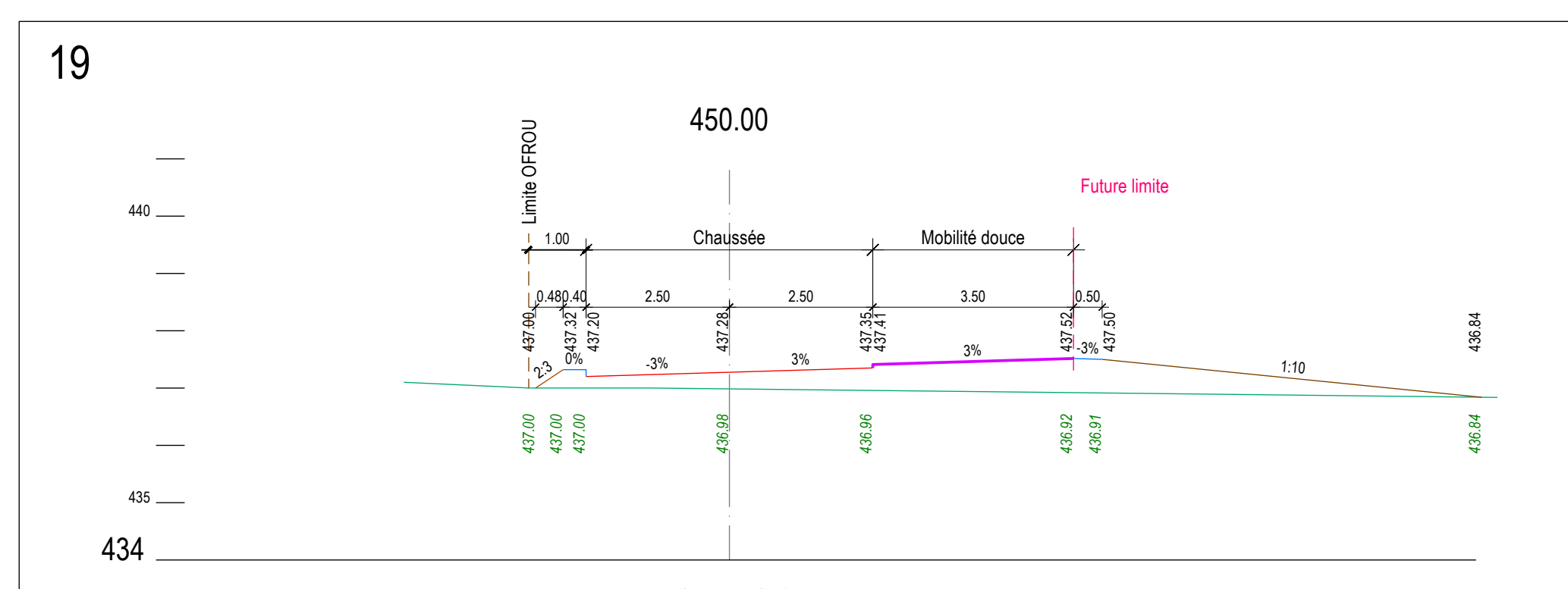
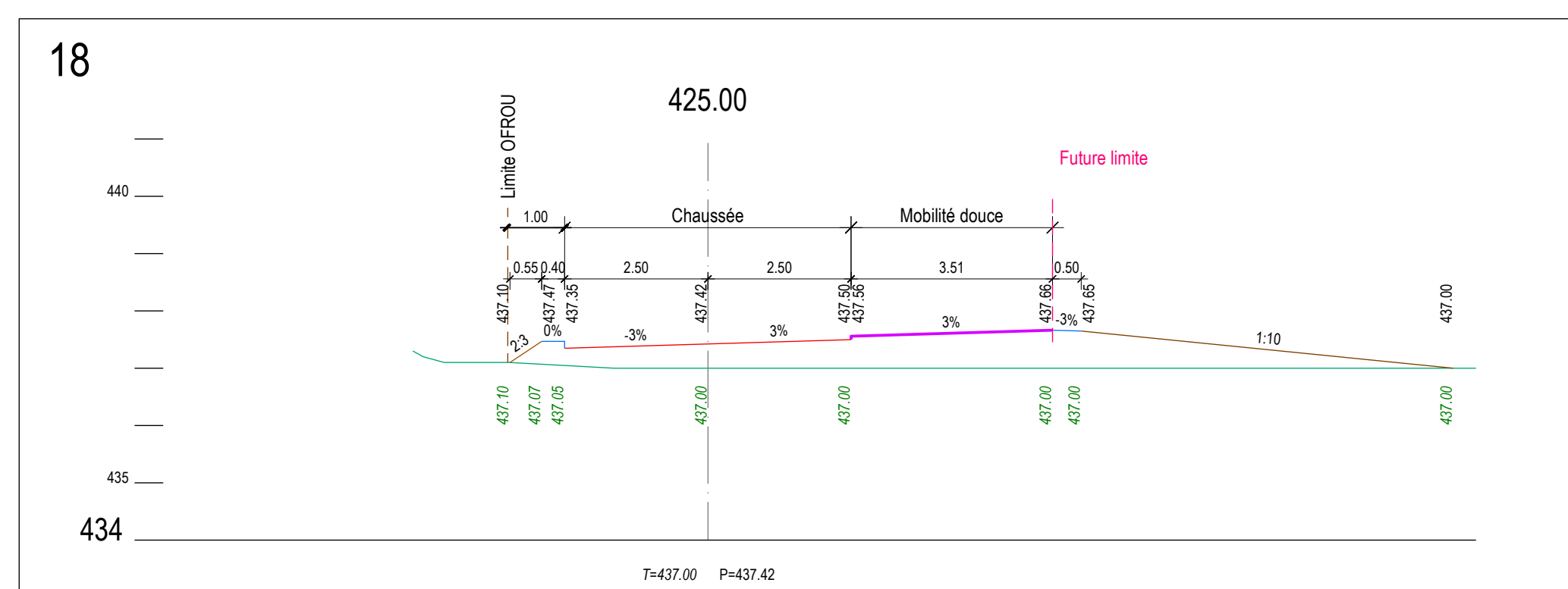
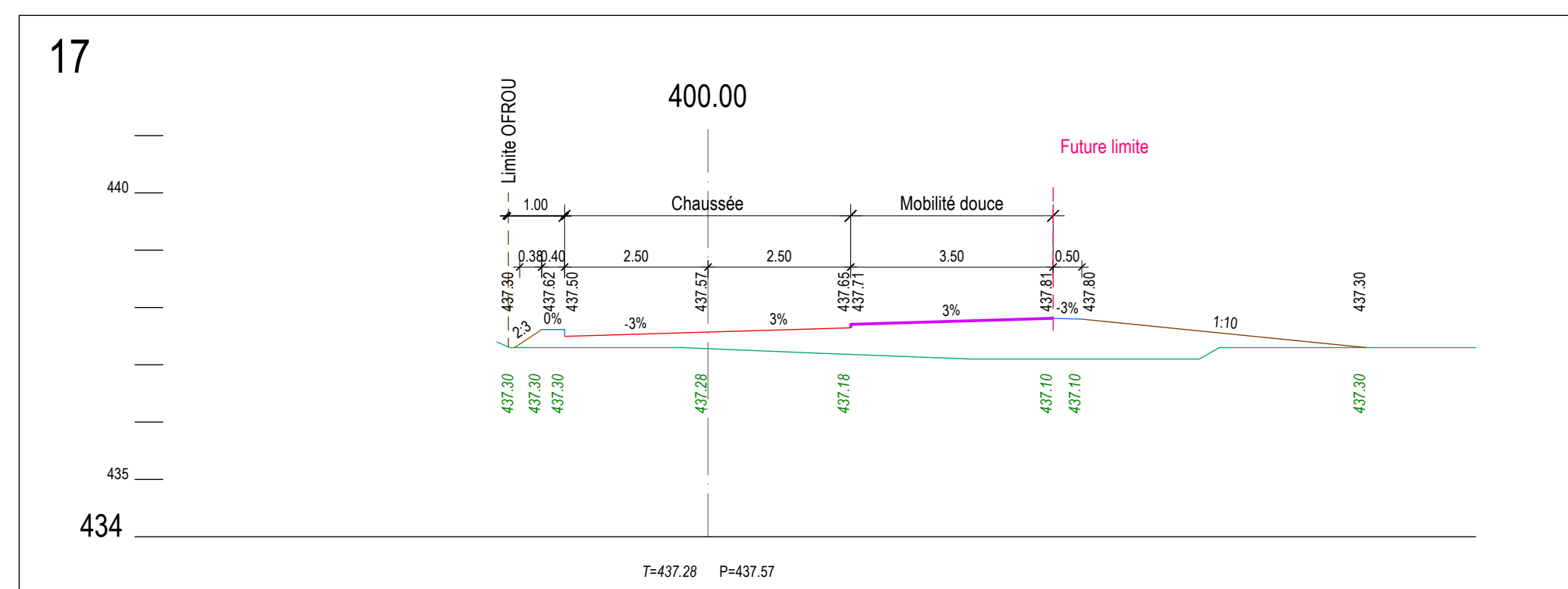
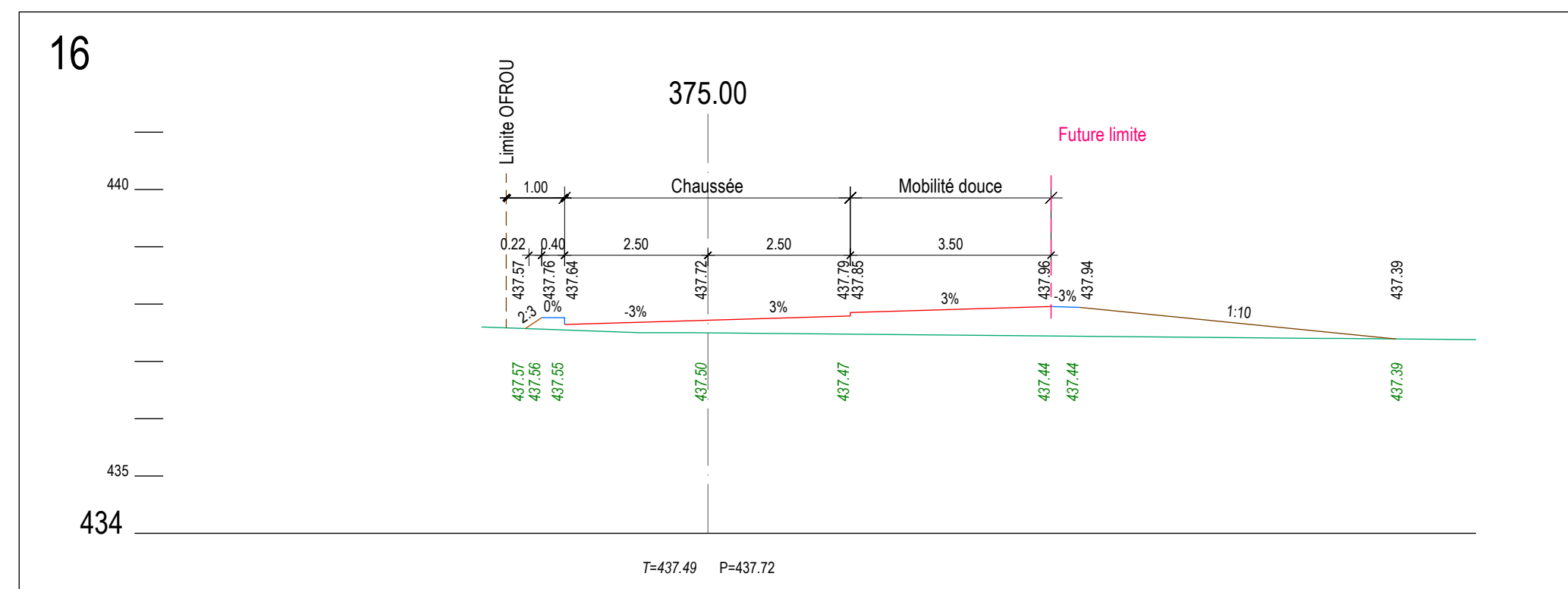
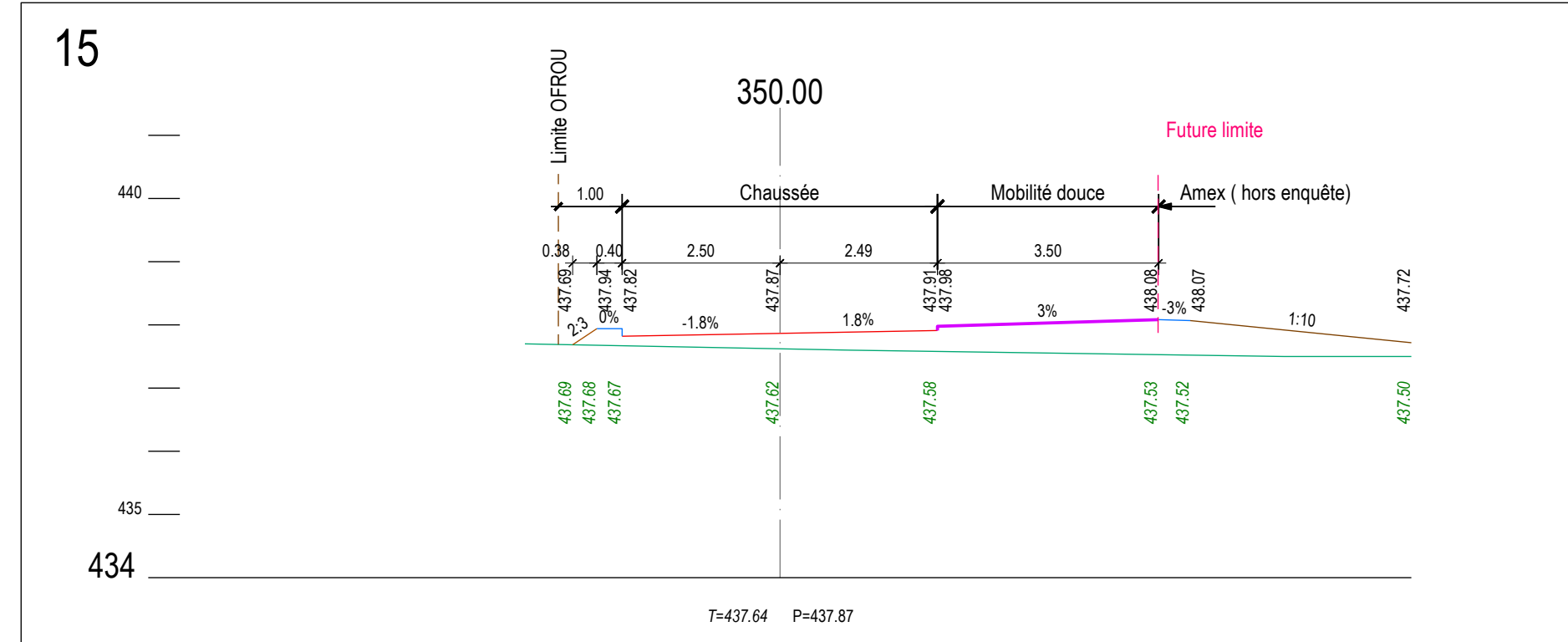
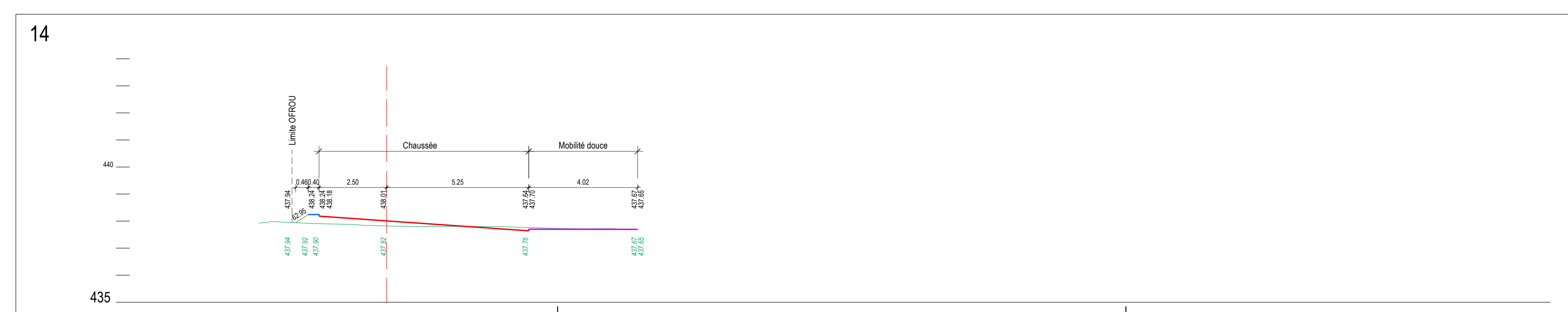
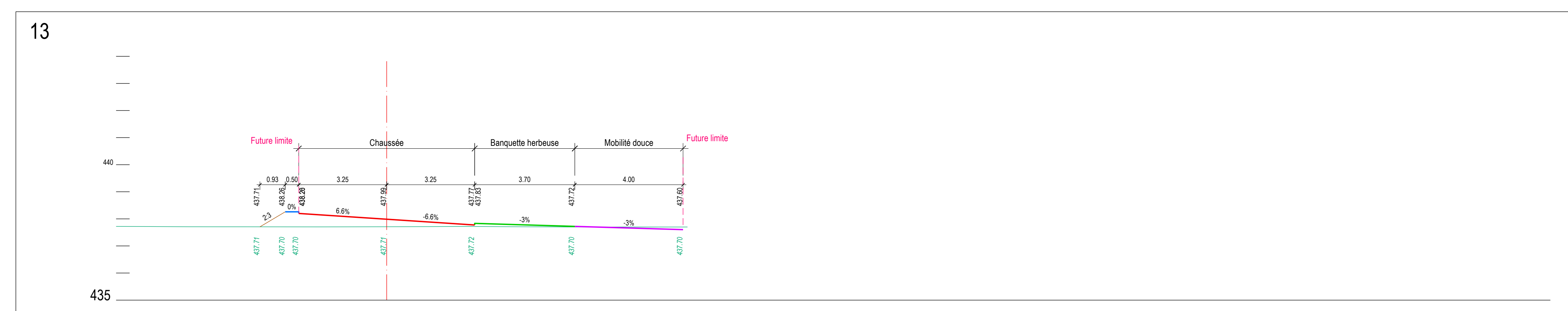
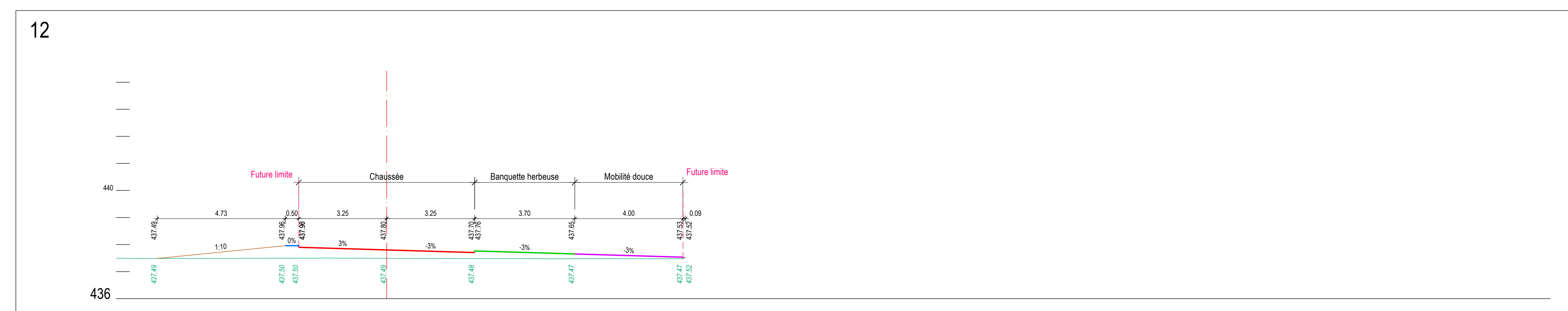
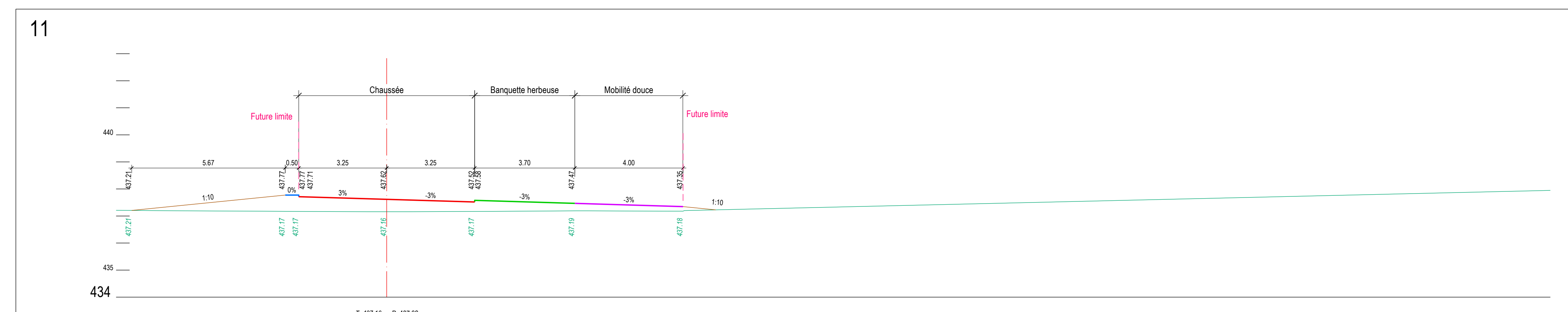
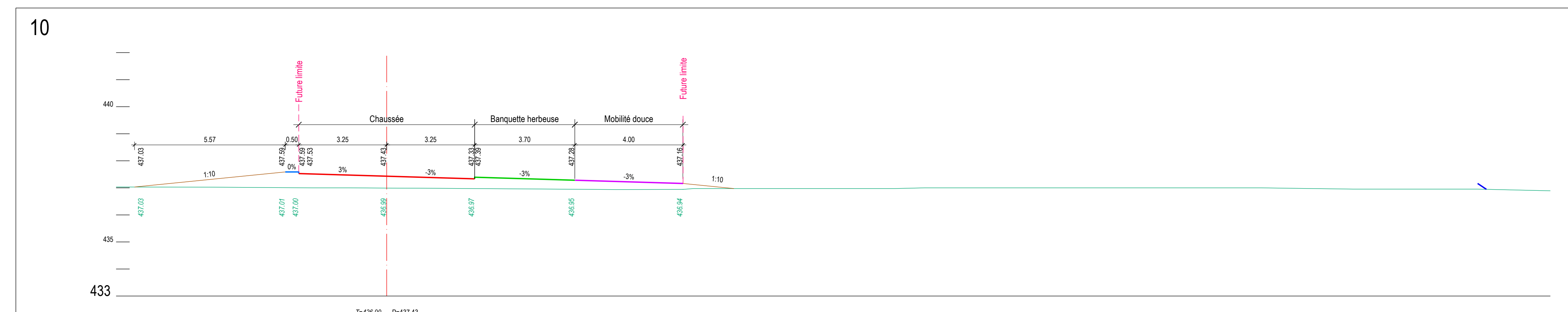
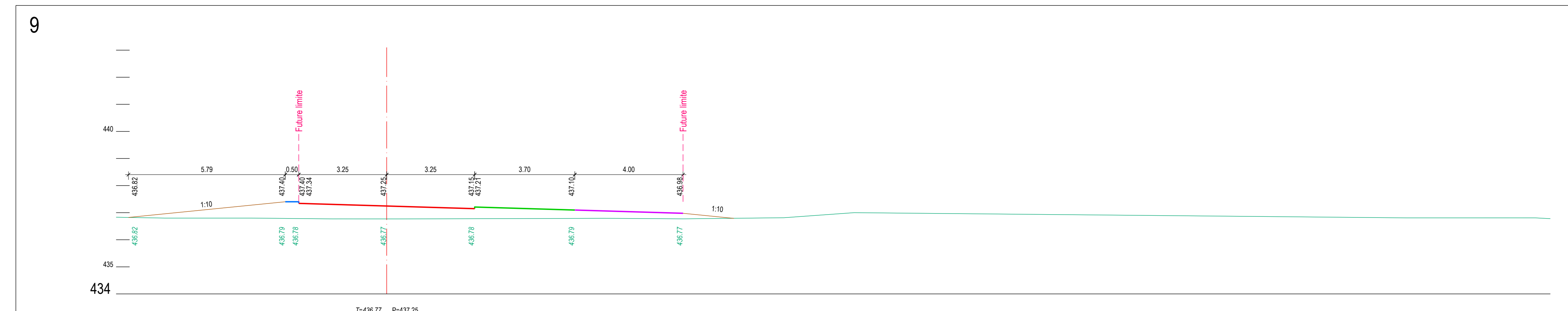
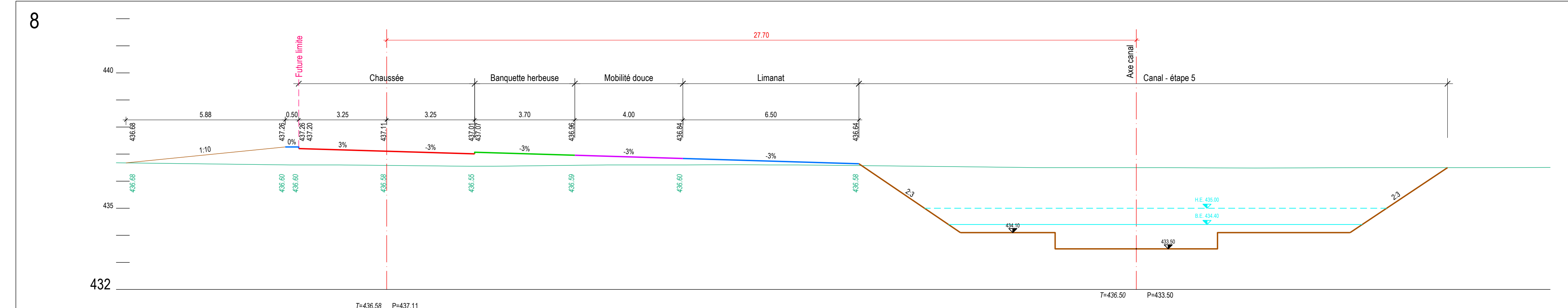
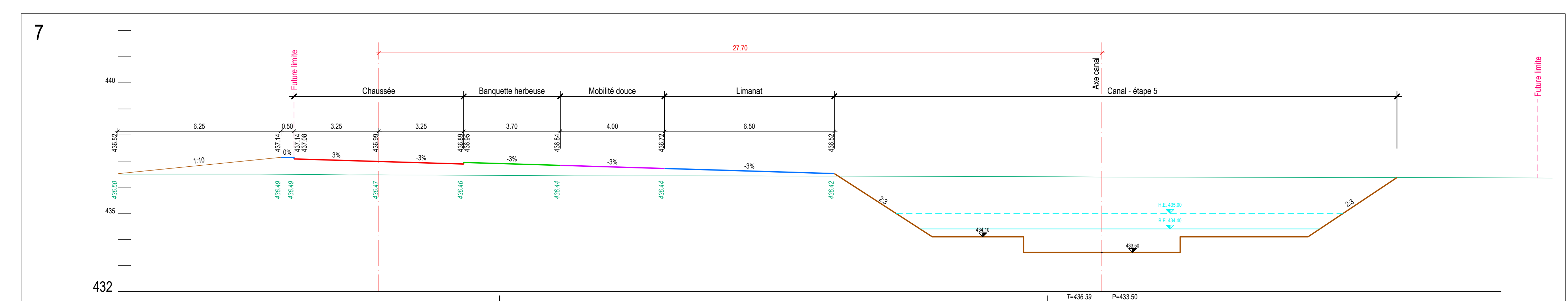
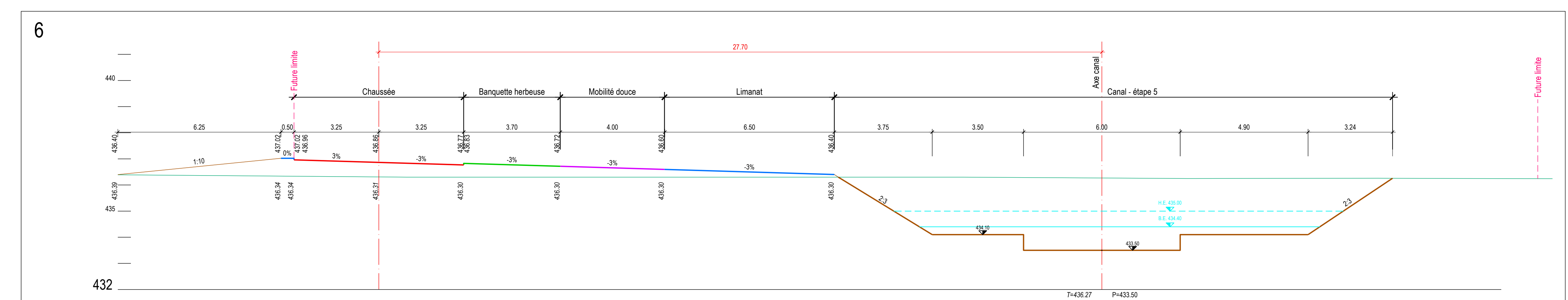
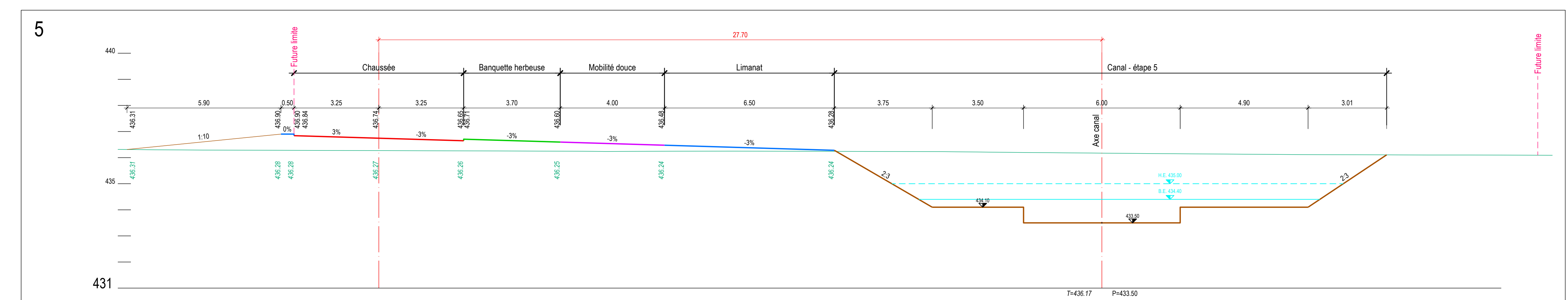
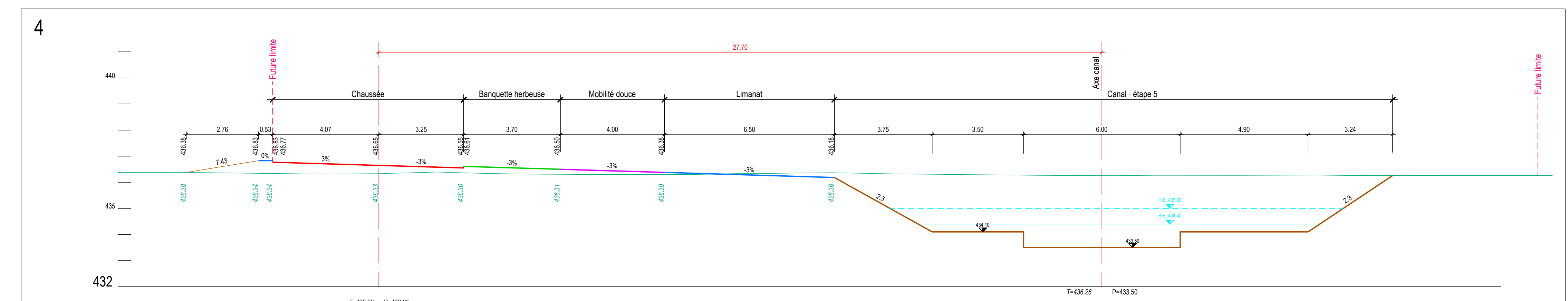
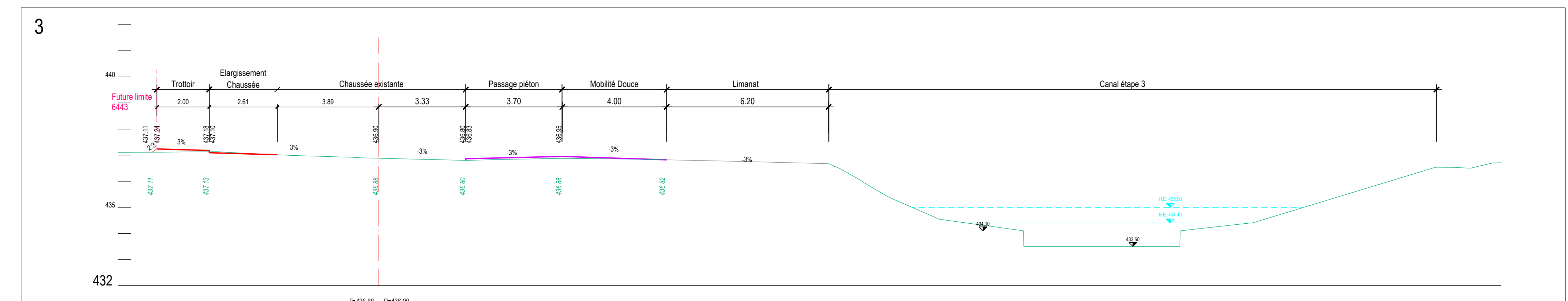
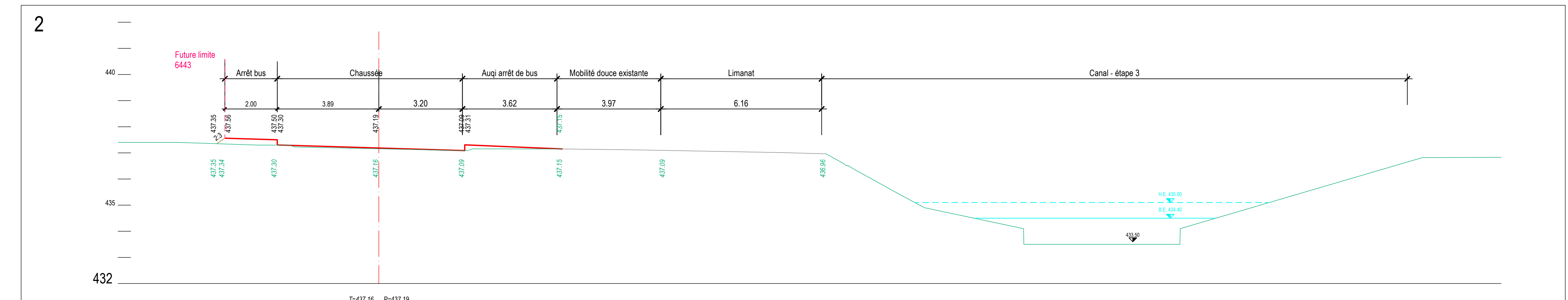
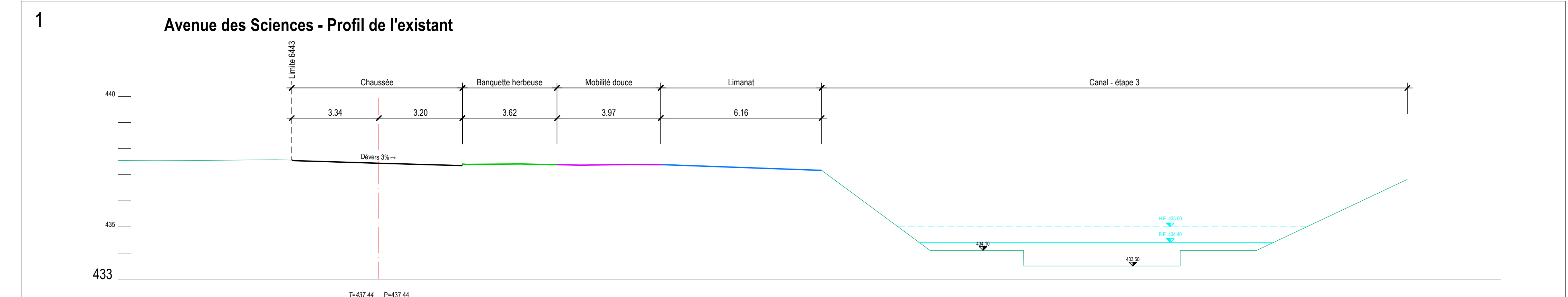
Visibilisation étape 5	Enquête
Plan N°	22158-07b
Échelle	1:100
Dessiné	30.10.2023 RW
Contrôle	30.10.2023 PB
Format	173 x 100 cm



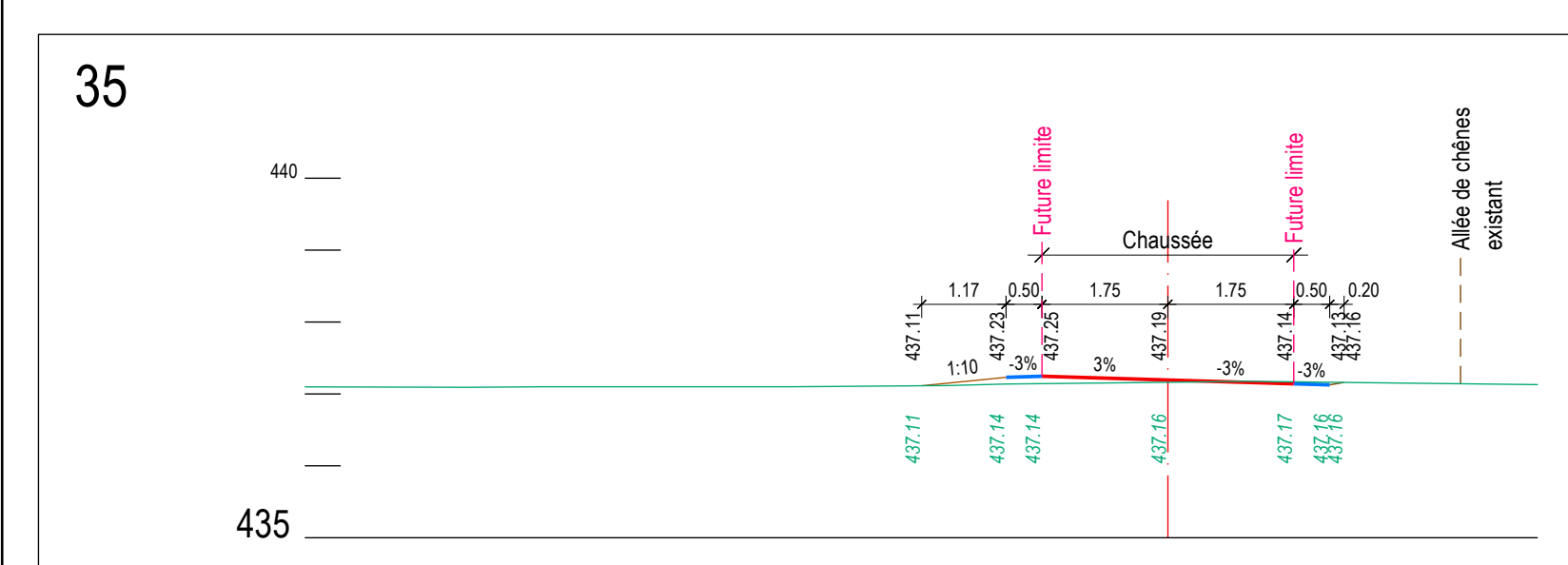
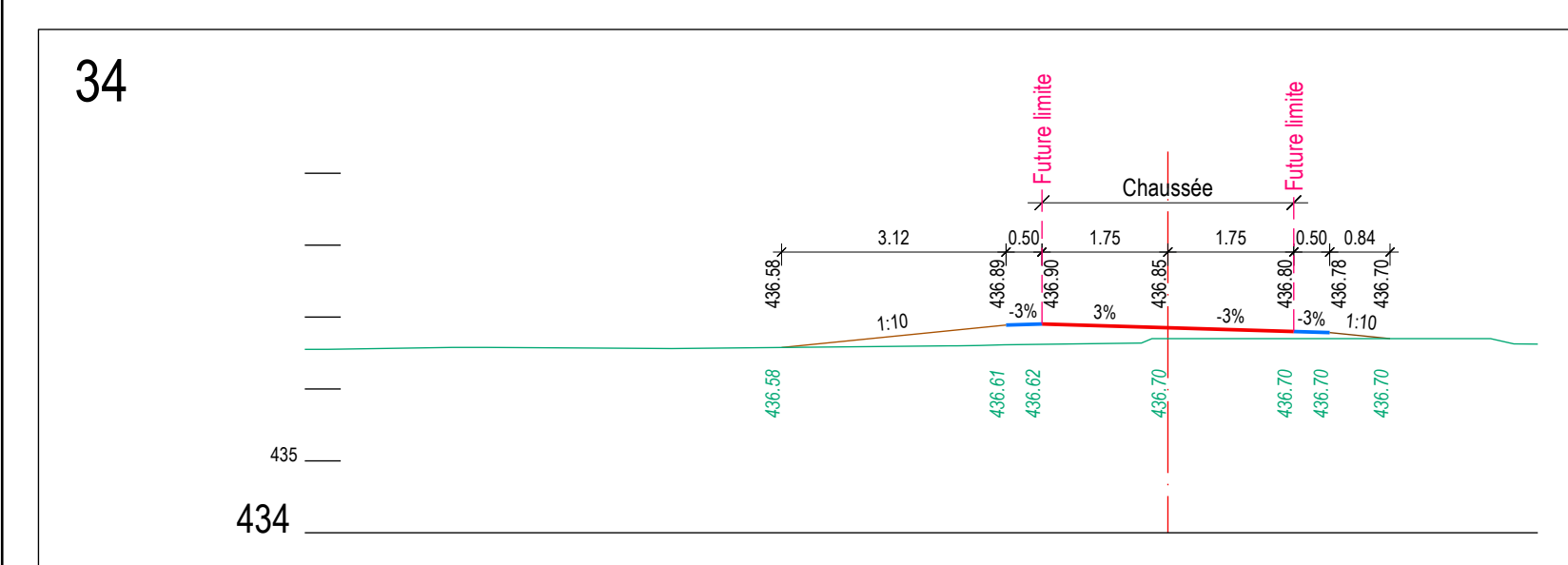
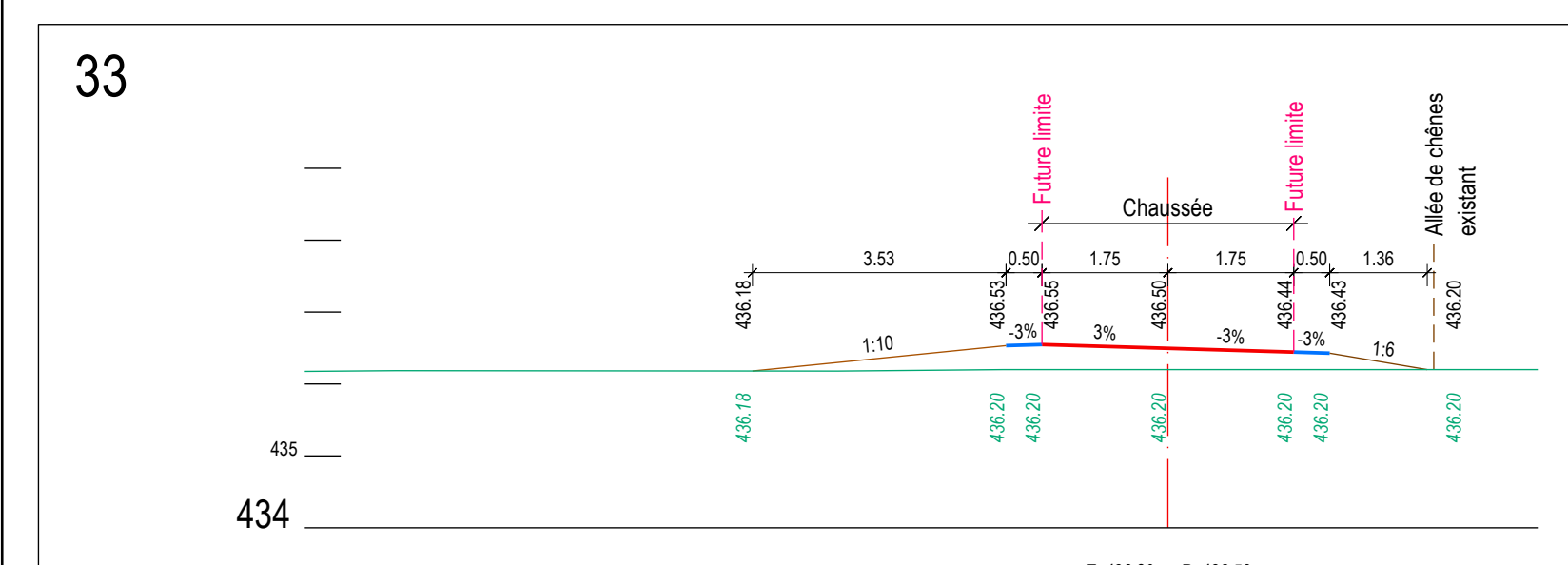
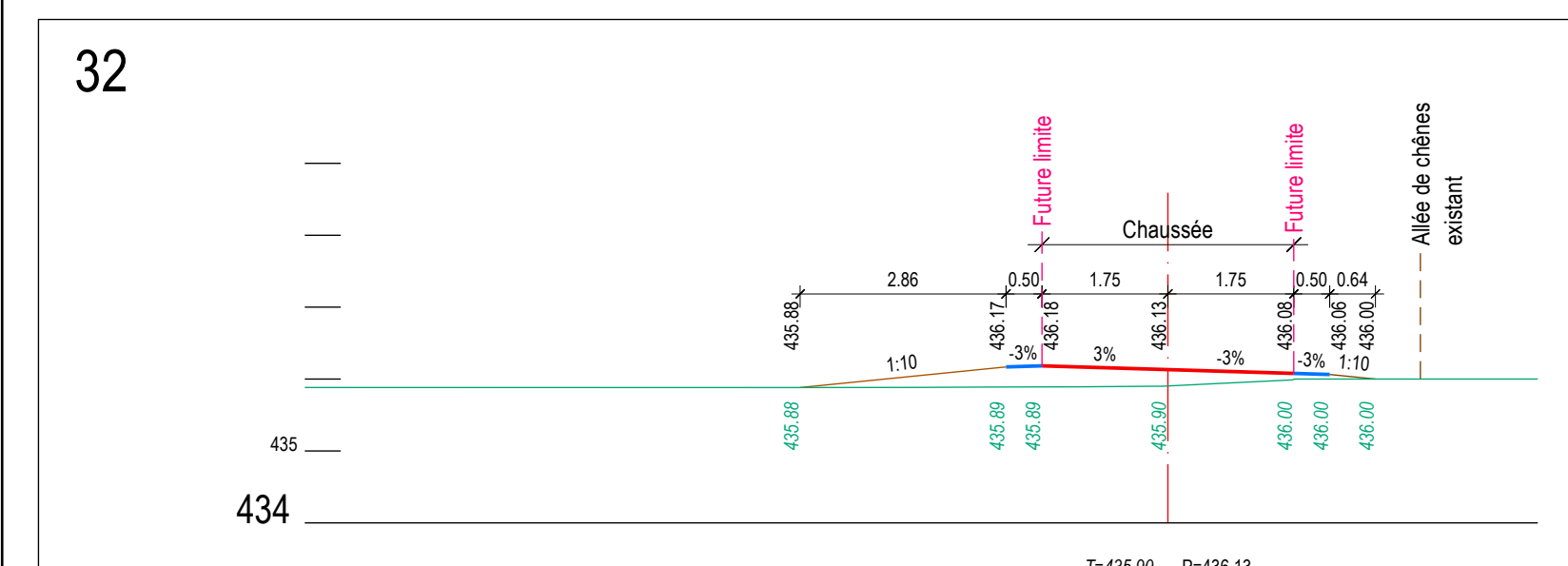
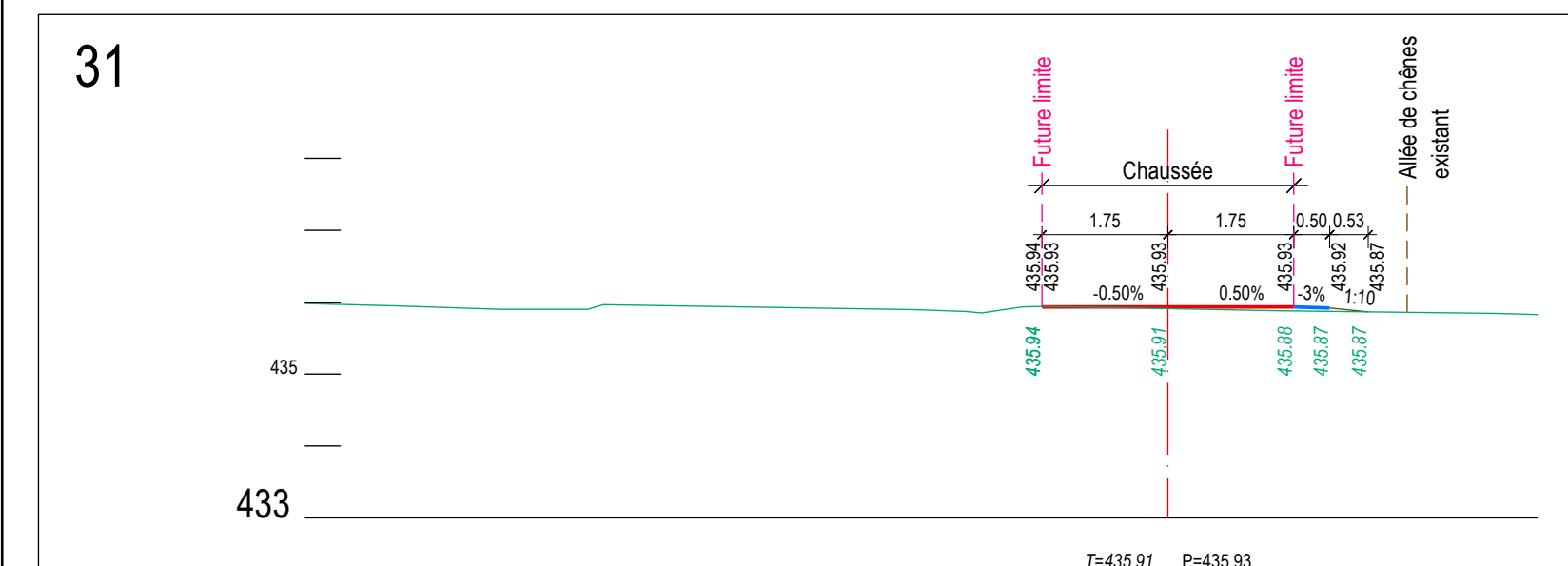
Perret-Gentil
Avenue des Découvertes 12 - CP 1118
1600 Yverdon-les-Bains
Dessiné par Fabrice G. 1000 Yverdon-les-Bains
+41 24 432 11 12
perretgentil@perretgentil.ch

Etat de Vaud	Ville d'Yverdon-les-Bains	ECA
S. Royer	F. Zücherer Le Syndic Le Secrétaire Municipal	S. Depallens

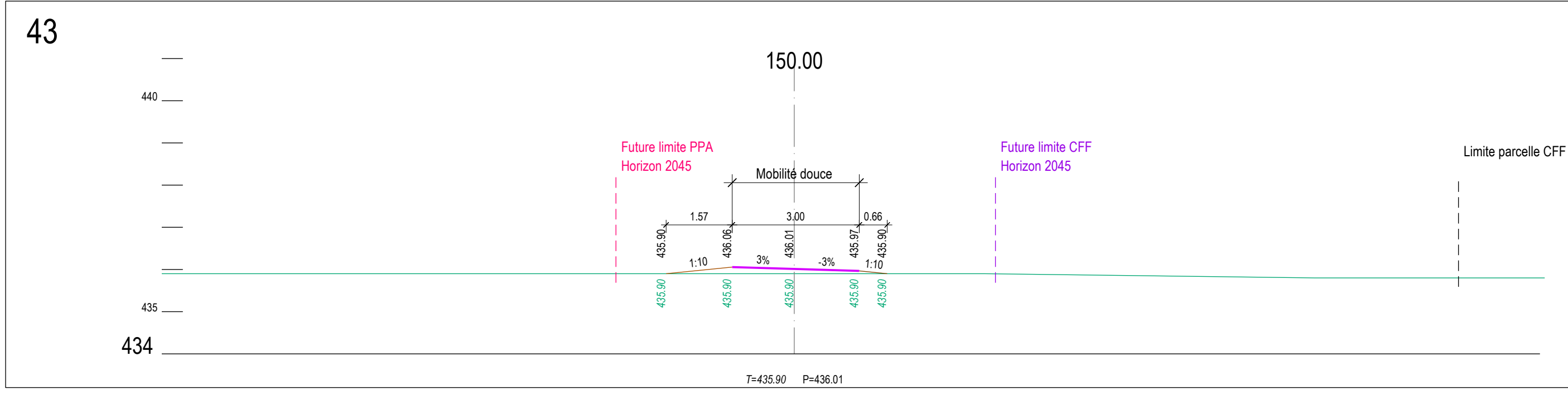
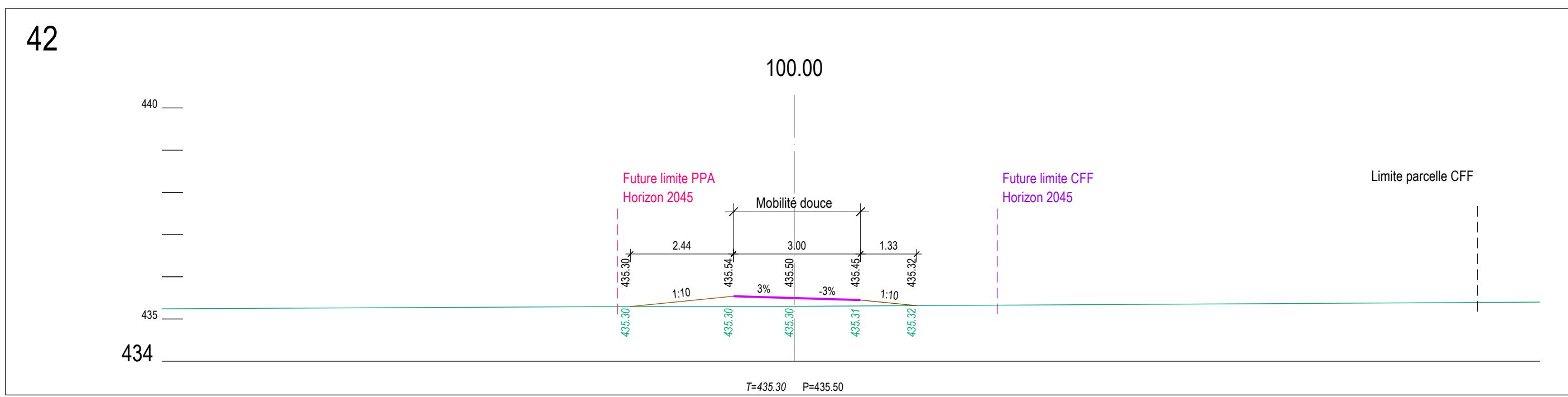
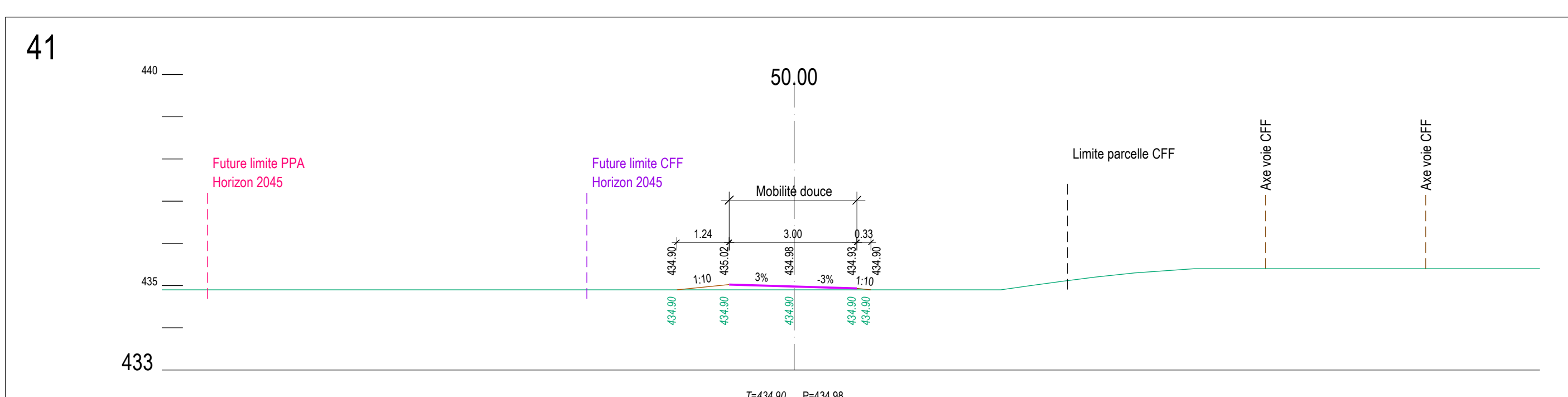
PROFILS EN TRAVERS 1:100 Avenue des Sciences



PROFILS EN TRAVERS 1:100 Chemin des Gravaz




PROFILS EN TRAVERS 1:100 Chemin Mobilité Douce



PST

COPROPRIETE PARC SCIENTIFIQUE ET
TECHNIQUE D' YVERDON-LES-BAINS



**Yverdon-
les-Bains**

Visibilisation étape 5

7

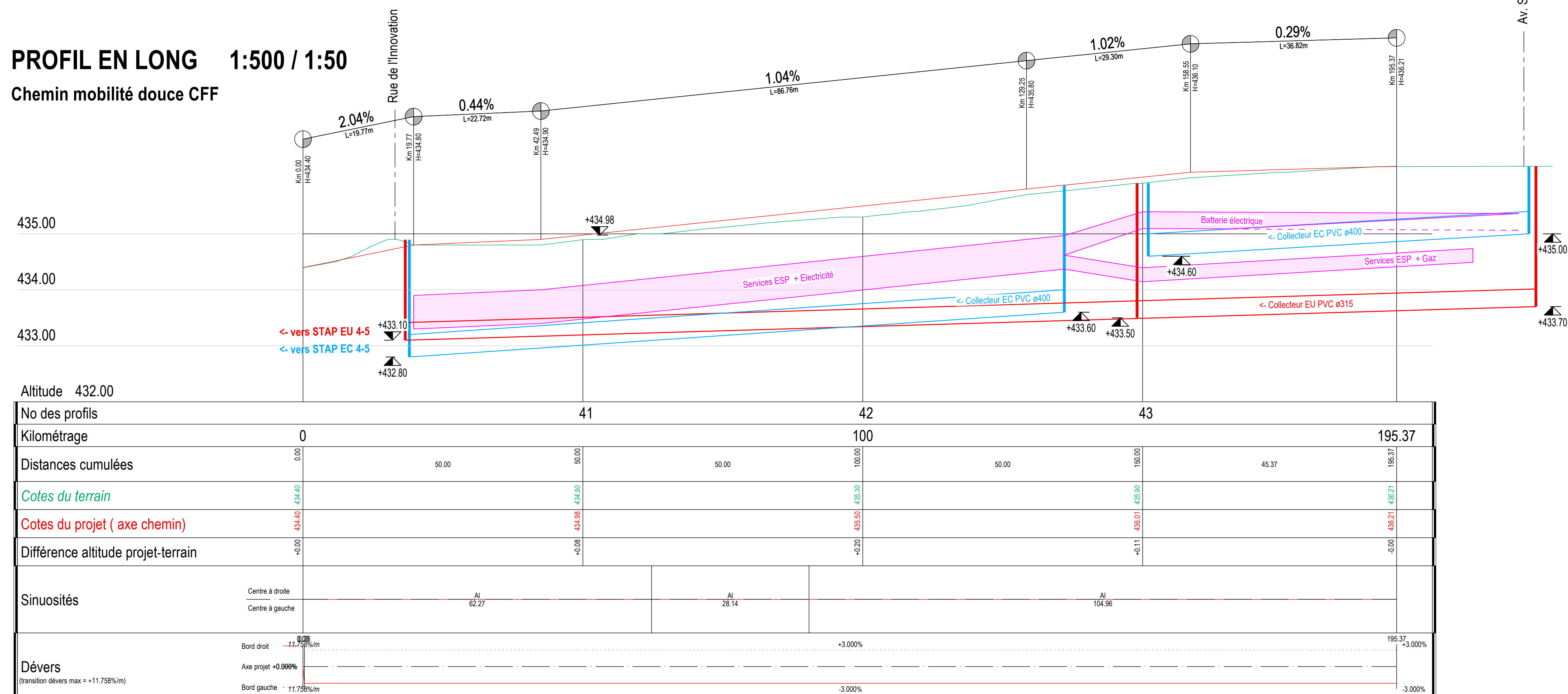
PROFILS EN LONG

AMENAGEMENT ROUTIER

Enquête	
Plan N°	22158-08c
Liste N°	-
Echelle	1:500 / 1:50
Dessiné	30.10.2023 RW
Contrôlé	30.10.2023 PB
Format	84 x 90 cm

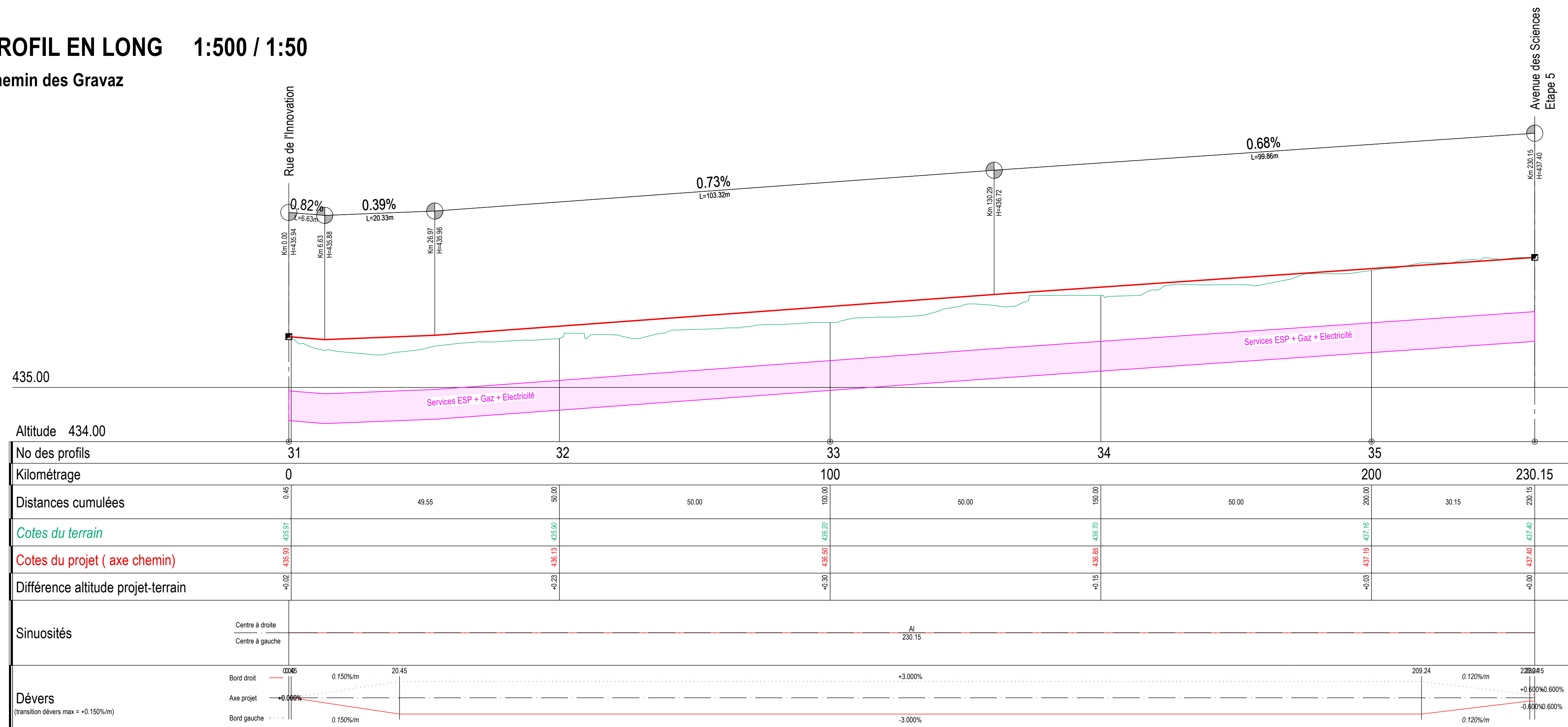
PROFIL EN LONG 1:500 / 1:50

Chemin mobilité douce CFF



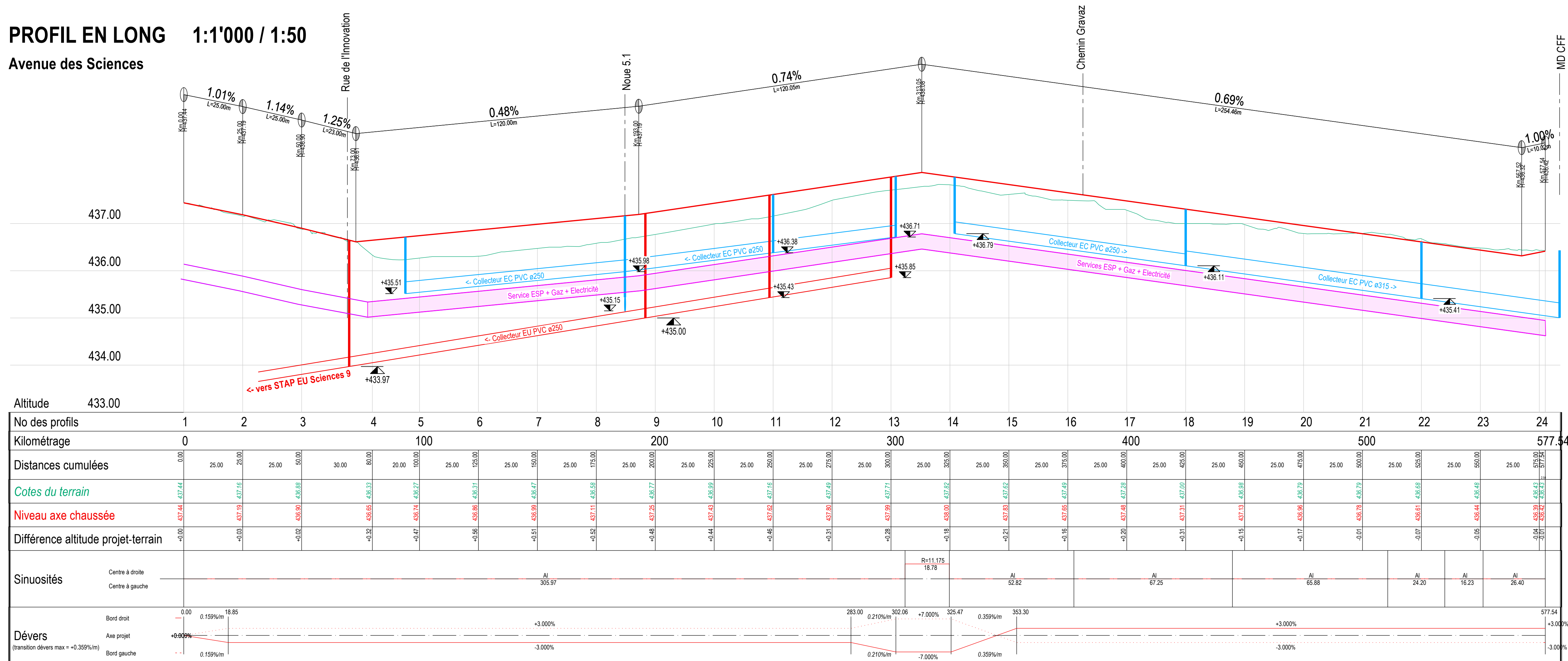
PROFIL EN LONG 1:500 / 1:500

Chemin des Gravaz



PROFIL EN LONG 1:1'000 / 1:50

Avenue des Sciences



Décastration partielle des parcelles 3016 et 6443, transfert au
Domaine public et création d'une servitude publique de passage
à pied et véhicules non motorisés

COMMUNE D'YVERDON-LES-BAINS

Mensuration numérique

10

Echelle 1 : 1'000

PLAN DRESSE POUR ENQUETE

Déposé à l'enquête publique du :

au Greffe Municipal

Le Syndic :

Le Secrétaire :

Légende

- Surface à décastrer de la parcelle 3016 et à transférer au Domaine public communal selon enquête de 2020
- Surface à décastrer de la parcelle 3016 et à transférer au Domaine public communal ~9'665 m²
- Surface à décastrer de la parcelle 6443 et à transférer au Domaine public communal ~139 m²
- Surface à décastrer de la parcelle 5474 et à transférer au Domaine public communal ~2'734 m²
- Surface à décastrer de la parcelle 5440 et à transférer au Domaine public communal ~723 m²
- Constitution d'une servitude publique de passage à pied et véhicules non motorisés ~1'846 m²
- Limite projetée

Yverdon-les-Bains, le 25 juin 2024 / BGR

Source : Géodonnées Etat de Vaud / 21.06.2024



Jaquier Pointet SA
Geomètres brevetés

Rue des Richeurs 7
Case postale
1401 Yverdon-les-Bains

024 424 60 70
info@japo.ch
www.japo.ch



**Direction générale de
la mobilité et des routes DGMR**
Division finances et support

Place de la Riponne 10
1014 Lausanne

Copropriété
Parc Scientifique et Technologique
d'Yverdon-les-Bains
Avenue des Découvertes 3
1400 Yverdon-les-Bains

Courriel : isabelle.buchs@vd.ch
Tél. : 021.316.70.46

N/Réf.: /IBs – PR 231'063
V/Réf.: 22158LE01PB/

Lausanne, le 25 avril 2024

PREAVIS POSITIF

YVERDON-LES-BAINS – routes communales

Copropriété Parc Scientifique et Technologique d'Yverdon-les-Bains

Viabilisation étape 5

**Projet d'extension des réseaux souterrains nécessaires à la viabilisation
des bâtiments et construction d'une future route d'accès pour les futures
entreprises de l'étape 5**

Madame, Monsieur,

Votre demande du 12 janvier 2024 qui nous a été transmise par l'intermédiaire de M. Cl. Muller, voyer de l'arrondissement du nord à Yverdon-les-Bains, nous est bien parvenue et a retenu notre meilleure attention.

Conformément aux dispositions des articles 3 et 10 de la loi sur les routes du 10 décembre 1991 (LRou ; BLV 725.01), les services intéressés ont examiné ce projet et se sont déterminés comme suit :

YVERDON-LES-BAINS - Copropriété Parc Scientifique et Technologique d'Yverdon-les-Bains
Viabilisation étape 5

**Projet d'extension des réseaux souterrains nécessaires à la viabilisation
des bâtiments et construction d'une future route d'accès pour les futures entreprises de l'étape 5**

DIRECTION GENERALE DU TERRITOIRE ET DU LOGEMENT

Direction Autorisations de construire

Constructions hors des zones à bâtir

Le projet soumis pour préavis de cette Direction consiste en l'extension des réseaux souterrains nécessaires à la viabilisation des bâtiments et en la construction d'une future route d'accès pour permettre d'accueillir de futures entreprises pour l'étape cinq du projet de site de viabilisation du Parc Scientifique et Technologique (PST) d'Yverdon-les-Bains.

Selon le chapitre 3.1 du rapport technique fourni avec le dossier, les objectifs des travaux envisagés sont, entre autres, de « créer une route de desserte dans le prolongement de l'avenue des Sciences permettant de se rendre jusqu'au croisement entre les voies CFF et le viaduc de l'A5 », d' « assainir le chemin de Gravaz existant », mais aussi « viabiliser les parcelles situées de part et d'autre du chemin de Gravaz et de la nouvelle route en étendant les réseaux d'eau potable (ESP), gaz, électricité, eaux usées (EU) et eaux claires (EC) ».

Selon les plans fournis avec le dossier ainsi que le courriel transmis par le mandataire technique (bureau Perret Gentil SA) à cette Direction le 2 février 2024, les travaux se situeront strictement dans la parcelle n° 3016 sise dans la zone d'activités économiques (qui est à considérer comme de la zone à bâtir au sens de l'article 15 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire du 22 juin 1979 (LAT ; RS 700)) et n'auront aucune emprise sur des biens-fonds sis en dehors de la zone à bâtir.

Dans la mesure où le projet n'entraîne pas d'emprises sur des biens-fonds sis en dehors de la zone à bâtir, cette Direction n'a en conséquence pas d'autorisation spéciale à délivrer au sens des dispositions de l'article 4, al. 3, lettre a de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions du 4 décembre 1985 (LATC ; BLV 700.11) et n'a donc pas de préavis à transmettre.

Direction Aménagement

Le projet est conforme au plan partiel d'affectation Parc scientifique et technologique (PPA-PST) de 2014, cette Direction se prononce donc favorablement.

Pour information à la commune, il conviendra de mettre à jour les affectations à la suite des décadastres dans le cadre de la prochaine modification du PPA-PST.

YVERDON-LES-BAINS - Copropriété Parc Scientifique et Technologique d'Yverdon-les-Bains
Viabilisation étape 5
Projet d'extension des réseaux souterrains nécessaires à la viabilisation
des bâtiments et construction d'une future route d'accès pour les futures entreprises de l'étape 5

DIRECTION GENERALE DES IMMEUBLES ET DU PATRIMOINE

Direction de l'archéologie et du patrimoine

Division Archéologie cantonale

Un suivi archéologique s'avère nécessaire.

Le projet de viabilisation étape 5 (chemin, noue, aménagements divers) du Parc scientifique et technique PST Y-Parc touche la région archéologique n° 387/377 de la commune d'Yverdon-les-Bains, au sens de l'article 40 de la loi sur la protection du patrimoine culturel immobilier du 30 novembre 2021 (LPrPCI ; BLV 451.16).

Ce périmètre protège les vestiges d'un établissement d'époque romaine et de différents vestiges liés à un site laténien. Une tombe notamment et des fossés ont été mis au jour récemment. Tous travaux touchant le sol sont donc susceptibles de porter atteinte à des vestiges archéologiques au sens de l'article 3 de la LPrPCI.

En conséquence, l'autorisation spéciale nécessaire pour effectuer des travaux dans une telle région est accordée par cette Division aux conditions impératives suivantes :

- Afin de vérifier que le présent projet ne porte pas atteinte à des éléments dignes d'être sauvegardés au sens des articles 3 et 4 de la LPrPCI, un diagnostic archéologique par sondages et/ou surveillance est requis dans l'emprise du projet. Les frais de ces sondages sont répartis entre cette Division et la commune selon l'article 49, al. 3 de la LPrPCI.
- Ces sondages, à réaliser avec une pelle rétro adéquate et sous contrôle archéologique conformément à l'article 43 de la LPrPCI, seront effectués préalablement à tous travaux, y compris sondages géotechniques ou autres. Le temps nécessaire sera réservé aux archéologues pour les réaliser. Au terme de l'opération, un rapport sera déposé à cette Division dans des délais raisonnables.
- Dans le cadre d'une surveillance de terrassements, les excavations nécessitées par le projet pourront être adaptées afin de satisfaire au mieux à la mise au jour des vestiges attendus.
- En cas de mise au jour de vestiges répondant à la définition de l'article 3 de la LPrPCI, cette Division déterminera les mesures nécessaires et procédera à l'estimation des frais selon l'article 47 de la LPrPCI. Si des fouilles préventives sont ordonnées, la répartition des charges financières sera établie conformément aux articles 49 de la LPrPCI et 20 du règlement sur la protection du patrimoine culturel immobilier du 18 mai 2022 (RLPrPCI ; BLV 451.16.1), Le temps nécessaire sera réservé aux archéologues pour les réaliser.
- Dès réception de l'autorisation de construire, le maître de l'ouvrage ou son représentant avertira impérativement cette Division (DGIP, Place de la Riponne 10, 1014 Lausanne, M. Y. Dellea, tél. : 021.316.74.92, Email : yannick.dellea@vd.ch), afin qu'elle puisse organiser et coordonner l'opération archéologique.

YVERDON-LES-BAINS - Copropriété Parc Scientifique et Technologique d'Yverdon-les-Bains
Viabilisation étape 5
Projet d'extension des réseaux souterrains nécessaires à la viabilisation
des bâtiments et construction d'une future route d'accès pour les futures entreprises de l'étape 5

L'éventualité d'investigations étant réservée dans la présente autorisation, les interventions archéologiques ne pourront donner lieu à indemnisation (articles 724 du Code civil suisse du 10 décembre 1907 (CCS ; RS 210) et 46 de la LPrPCI).

Le non-respect de ce préavis est passible de dénonciation et d'amende en vertu de l'article 65 de la LPrPCI.

Division Monuments et sites

Cette Division n'a pas de remarque à formuler.

**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE,
DE LA VITICULTURE ET DES AFFAIRES VÉTÉRINAIRES**

Direction de l'agriculture, de la viticulture et des améliorations foncières

Secteur améliorations foncières

Conformément à l'article 10 de la loi sur l'agriculture vaudoise du 7 septembre 2010 (LVLAgr ; BLV 910.03), cette Direction se positionne comme suit sur le projet soumis à son analyse :

Surfaces d'assolement (SdA)

Le projet est entièrement situé en zone d'activité. En conclusion, cette Direction n'a pas de remarque à formuler.

SERVICE DE LA PROMOTION DE L'ECONOMIE ET DE L'INNOVATION

Office de la consommation

Inspection des denrées alimentaires et des eaux - Distribution de l'eau

Le projet prévoit la pose de conduites d'eau potable (du réseau principal) PE 100 250/204.6 PN16 et de bornes hydrantes avec des tronçons de raccordement PE 160/130.8 PN16.

Le projet détaillé y relatif doit être remis à ce Service par la commune pour approbation spécifique, conformément à la loi sur la distribution de l'eau du 30 novembre 1964 (LDE ; BLV 721.31).

Ce Service préavise favorablement ces travaux à condition que lui soient transmis, de manière dématérialisée au travers de la plateforme en ligne d'Annonce des Projets de Réseau d'Eau - APREAU (www.eca-vaud.ch/apreau), le projet usuel complet, avec coupe-type des fouilles prévues, caractéristiques exactes des conduites projetées, etc. (via la Commune ou le bureau d'ingénieurs).

YVERDON-LES-BAINS - Copropriété Parc Scientifique et Technologique d'Yverdon-les-Bains
Viabilisation étape 5
Projet d'extension des réseaux souterrains nécessaires à la viabilisation
des bâtiments et construction d'une future route d'accès pour les futures entreprises de l'étape 5

Il devra être fait mention que ce projet se réalise dans le cadre des travaux routiers avec précisions concernant l'enquête publique, en indiquant si les conduites d'eau potable ont été intégrées dans l'enquête globale avec mention de la base légale de la LDE. Cas échéant, ce Service statuera sur une dispense d'enquête spécifique eau potable comme le prévoit l'article 7b, al. 3 de la LDE.

Un tronçon est prévu en passage sous voie CFF par forage dirigé. L'autorisation formelle des CFF pour ce faire devra être fournie à ce Service avec le dossier.

Ces éléments permettront à ce Service de poursuivre la procédure d'approbation relative à la distribution d'eau.

C'est l'autorisation qui sera délivrée par ce Service en fin de procédure qui aura valeur de permis de construire pour les ouvrages d'eau potable. L'autorisation de construire qui sera délivrée par le DCIRH pour le solde des travaux n'aura ainsi pas de validité en ce qui concerne l'eau potable.

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENVIRONNEMENT

Direction de l'environnement industriel, urbain et rural

Division Protection des eaux - Section Assainissement urbain et rural

Modification des canalisations publiques : conforme.

Base légale : article 25 de la loi sur la protection des eaux contre la pollution du 17 septembre 1974 (LPEP ; BLV 814.31).

Conditions et charges :

Cette Division rappelle que la procédure d'enquête publique pour les projets de mise en séparatif est définie par l'article 25 de la LPEP. Ainsi, c'est l'autorisation qui sera délivrée par cette Division en fin de procédure, au sens des articles 120 c de la LATC et 25/6 de la LPEP, qui aura valeur de permis de construire pour les collecteurs EU et EC. Il conviendra de transmettre à cette Division le dossier d'enquête et le résultat de l'enquête publique.

Les eaux en provenance des voies de communication devront être évacuées selon les dispositions de la directive VSA « Gestion des eaux urbaines par temps de pluie ».

Réalisation :

Le mode d'évacuation, voire de prétraitement des eaux provenant des biens-fonds privés, doit être conforme à la norme SN 592'000.

Le dimensionnement et l'exécution des ouvrages d'évacuation des eaux doivent être vérifiés conformément aux dispositions de la norme SIA 190.

YVERDON-LES-BAINS - Copropriété Parc Scientifique et Technologique d'Yverdon-les-Bains
Viabilisation étape 5
Projet d'extension des réseaux souterrains nécessaires à la viabilisation
des bâtiments et construction d'une future route d'accès pour les futures entreprises de l'étape 5

Contrôle :

Le dimensionnement des ouvrages d'évacuation et/ou de traitement des eaux situés à l'aval du projet devra être vérifié avant toute délivrance d'autorisation de construire.

Direction des ressources et du patrimoine naturels

Division Biodiversité et paysage

Contexte

Le projet prévoit l'extension des réseaux souterrains et de surface pour la viabilisation de la parcelle n° 3016 située dans le site du Parc Scientifique et Technologique d'Yverdon-les-Bains

Faune : conforme sous conditions.

Base légale : articles 18 de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage du 1^{er} juillet 1966 (LPN ; RS 451), 12 et 20 de la loi sur la protection du patrimoine naturel et paysager du 30 août 2022 (LPrPNP ; BLV 450.11).

Conditions et charges :

Pour éviter un éventuel conflit avec la faune, cette Division recommande d'appliquer la norme SIA 491 : 2013 « Prévention des émissions inutiles de lumière à l'extérieur » ; Une attention particulière à ce sujet sera portée également lors de l'élaboration des projets de construction à venir.

Division Ressources en eau et économie hydraulique

Eaux de surface

Gestion des eaux météoriques : conforme.

Le concept de gestion des eaux météoriques répond aux exigences de gestion des eaux météoriques de cette Section. Le dimensionnement et la conception des ouvrages demeurent de l'entière responsabilité du propriétaire et de ses mandataires.

YVERDON-LES-BAINS - Copropriété Parc Scientifique et Technologique d'Yverdon-les-Bains
Viabilisation étape 5
Projet d'extension des réseaux souterrains nécessaires à la viabilisation
des bâtiments et construction d'une future route d'accès pour les futures entreprises de l'étape 5

Division Géologie, sols et déchets

Sites pollués - Décharges

Gestion des déchets

Plan d'élimination des déchets :

Cette Section rappelle que selon l'ordonnance sur la limitation et l'élimination des déchets du 4 décembre 2015 (ordonnance sur les déchets, OLED ; RS 814.600), le maître de l'ouvrage doit indiquer dans sa demande d'autorisation de construire à l'autorité qui le délivre le type, la qualité et la quantité de déchets (y compris matériaux excavés) qui seront produits, ainsi que les filières d'élimination prévues (plan d'élimination des déchets), si la quantité de déchets de chantier dépassera vraisemblablement 200 m³, ou s'il faut s'attendre à des déchets de chantier contenant des polluants dangereux pour l'environnement ou pour la santé, tels que des biphényles polychlorés (PCB), des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), du plomb ou de l'amiante. Ce plan doit inclure le sol et les matériaux d'excavation, qui sont aussi des déchets de chantier.

Le cas échéant, il devra être fourni à l'autorité en charge de la délivrance d'autorisation de construire.

La réalisation de ce plan, le plus en amont possible de la procédure, est conseillée, car il permet d'éviter toute surprises en termes de coûts d'élimination.

Tri et valorisation des déchets :

Les déchets doivent être en priorité valorisés (article 12 de l'OLED). Ils feront en outre l'objet d'un tri selon l'article 17 de l'OLED.

Matériaux d'excavation :

Le cas échéant, les matériaux excavés seront acheminés vers des filières de traitement conformes à l'OLED. En cas de dépôt de déchets dans des sites non appropriés, l'évacuation, les frais d'analyses, les retards, etc. sont à la charge du maître de l'ouvrage.

Sols

Protection des sols : conforme sous condition.

Base légale :

- loi fédérale sur la protection de l'environnement du 7 octobre 1983 (LPE ; RS 814.01)
- ordonnance sur les atteintes portées aux sols du 1er juillet 1998 (OSol ; RS 814.12)
- OLED
- module Évaluation des sols en vue de leur valorisation (OFEV, 2021)

YVERDON-LES-BAINS - Copropriété Parc Scientifique et Technologique d'Yverdon-les-Bains
Viabilisation étape 5
Projet d'extension des réseaux souterrains nécessaires à la viabilisation
des bâtiments et construction d'une future route d'accès pour les futures entreprises de l'étape 5

- module Gestion respectueuse des sols lors de travaux de génie civil. Sols et chantiers (OFEV, 2022)
- Sols et construction. Etat de la technique et des pratiques (OFEV 2015)

Conditions et charges :

Le projet doit être réalisé de façon qu'aucune atteinte aux sols, lors de travaux et de l'utilisation, ne remette en cause la fertilité à long terme des sols :

- Les mouvements de terre doivent être limités au strict nécessaire et les horizons A et B en place seront intégralement décapés sur les zones imperméabilisées.
- Les sols en bord de route sont potentiellement pollués. Les terres excavées devront prioritairement être réutilisées sur site en contexte similaire. En cas de nécessité d'évacuation, les filières définies par le module Évaluation des sols en vue de leur valorisation (OFEV, 2021) (OSol) et l'OLED seront respectées.
- Le maître de l'ouvrage doit documenter les mouvements de terre et tenir ces informations à disposition si besoin.
- Les travaux sur les sols ne doivent être réalisés qu'avec des pelles hydrauliques sur chenilles de moins de 15 tonnes, et uniquement en conditions de sols secs. Les mesures de protection des sols devront être détaillées.
- En cas d'emprise temporaire sur les sols agricoles, les contraintes de remise en culture des sols remaniés doivent aussi être explicités (absence de pâture, etc. pendant les trois années suivant les travaux, voir fiche technique n° 6 sous <https://www.vd.ch/themes/environnement/sols/lois-et-directives>).
- En cas d'emprise temporaire ou définitive sur des sols au sens de la LPE, la directive cantonale DMP 863 et les bases légales listées ci-dessus sont applicables.
- Une personne spécialisée en protection des sols sur les chantiers est recommandée pour le suivi de tous les travaux sur les sols afin d'éviter les atteintes persistantes générées par ce type de travaux.
- Ces éléments devront être concrètement documentés dans l'autorisation de construire.

Eaux souterraines

Cette Section n'a pas de remarque à formuler.

OFFICE FEDERAL DES ROUTES (OFROU)

Sur la base des plans et des documents figurant dans le présent dossier, l'OFROU a examiné ce projet au sein de son Office et vous fait part des conditions et des remarques suivantes :

YVERDON-LES-BAINS - Copropriété Parc Scientifique et Technologique d'Yverdon-les-Bains
Viabilisation étape 5
Projet d'extension des réseaux souterrains nécessaires à la viabilisation
des bâtiments et construction d'une future route d'accès pour les futures entreprises de l'étape 5

En fait

La Copropriété du Parc Scientifique et Technologique d'Yverdon-les-Bains planifie l'étape 5 de viabilisation sur la parcelle n° 3016 du registre foncier (RF) de la commune d'Yverdon-les-Bains.

Bases juridiques

Loi fédérale du 8 mars 1960 sur les routes nationales (LRN ; RS 725.11)
Ordonnance sur les routes nationales du 7 novembre 2007 (ORN ; RS 725.111).

Appréciation du projet

L'OFROU prend acte qu'une partie du projet cité en titre se situe à l'intérieur des alignements de la route nationale N05. A ce titre, l'OFROU rend attentif le requérant aux dispositions décrites sous les articles 23 et 24 de la LRN.

Compte tenu de ce qui précède, l'OFROU formule néanmoins un préavis positif en matière de police des constructions, sous réserve de l'observation stricte par le requérant des conditions et des remarques ci-dessous :

- Les ouvrages, propriété de la Confédération suisse, ne devront subir aucune déprédation. Le requérant ou ses mandataires veilleront à ne pas mettre à mal les éléments propriétés de la Confédération suisse, et leurs fondations. A aucun moment, même de très courte durée, le requérant ou ses mandataires ne pourront utiliser l'espace et le sol au-delà de la limite de propriété.
- L'OFROU décline toute responsabilité en cas de dégâts causés aux ouvrages appartenant au domaine des routes nationales dans le cadre des travaux. Cette règle s'applique également, dans la mesure où la loi le permet, aux dommages corporels.
- Les alignements des routes nationales, disponibles sur <https://map.geo.admin.ch/>, sont à faire figurer sur les plans du projet.
- Les futures plantations ne devront en aucun cas être en contact avec le viaduc autoroutier. Les arbres projetés sont à positionner en conséquence.
- L'OFROU recommande d'évaluer la pertinence d'installer un dispositif de balisage à l'extérieur de la courbe de l'avenue des Sciences, conformément à la norme VSS 40'822.

DIRECTION GENERALE DE LA MOBILITE ET DES ROUTES

PLANIFICATION

Trottoirs traversants

Des trottoirs traversants, conformes à la norme VSS SN 40'242, sont conseillés aux intersections afin de renforcer la continuité des itinéraires piétons et leur sécurité.

YVERDON-LES-BAINS - Copropriété Parc Scientifique et Technologique d'Yverdon-les-Bains
Viabilisation étape 5**Projet d'extension des réseaux souterrains nécessaires à la viabilisation**
des bâtiments et construction d'une future route d'accès pour les futures entreprises de l'étape 5

Les travaux nécessaires à la réalisation du projet ne devront pas entraver l'exploitation des lignes de transports publics. La DGMR Planification vous demande de prendre contact avec l'entreprise de transports publics exploitante au moins un mois avant le démarrage des travaux (Travys).

Accessibilité aux transports publics pour les personnes handicapées

Conformément aux dispositions fixées par l'article 5 de l'ordonnance fédérale sur les aménagements visant à assurer l'accès des personnes handicapées aux transports publics du 12 novembre 2003 (OTHand ; RS 151.34), la DGMR Planification rappelle que l'accès aux équipements et aux véhicules des transports publics doit être garanti pour les chaises roulantes. La DGMR Planification demande que les arrêts de bus répondent à ces exigences légales. Concernant les dimensions géométriques à respecter, la DGMR Planification vous recommande de se référer à la norme VSS SN 640'075 « Espace de circulation sans obstacles ».

MANAGEMENT DES TRANSPORTS*Proximité du domaine ferroviaire*

Le présent projet est situé à proximité du domaine d'exploitation ferroviaire CFF et, par conséquent, soumis aux dispositions de l'article 18m de la loi fédérale sur les chemins de fer du 20 décembre 1957 (LCdF ; RS 742.101).

Selon le mémoire technique de janvier 2024 joint au dossier, le projet a été soumis aux CFF conformément à la législation précitée.

L'avis des CFF doit être pris en considération lors de l'élaboration du projet définitif. En cas de divergence, le dossier doit être soumis par le canton à l'Office fédéral des transports (OFT), pour décision.

La DGMR Management des transports attire en outre l'attention sur les dispositions de l'article 18m, al. 3 de la LCdF (droit de recours de l'OFT en cas de décision contraire aux intérêts du chemin de fer).

Mobilité piétonne quotidienne

La DGMR Management des transports vous recommande d'assurer la continuité des itinéraires piétons durant la phase de réalisation du projet.

**YVERDON-LES-BAINS - Copropriété Parc Scientifique et Technologique d'Yverdon-les-Bains
Viabilisation étape 5****Projet d'extension des réseaux souterrains nécessaires à la viabilisation
des bâtiments et construction d'une future route d'accès pour les futures entreprises de l'étape 5****ENTRETIEN***Préambule*

Etant donné qu'il s'agit de routes communales, il incombe à la Municipalité d'appliquer les dispositions légales. En application des dispositions des articles 32 et 39 de la LRou, tous les travaux relatifs aux aménagements à créer ou à modifier à proximité de la route communale, haies, murs, clôtures, parking, etc., devront être conformes et respecter les normes particulièrement en matière de visibilité et de sécurité du trafic.

Ce projet se situe partiellement dans une zone soumise à une restriction au droit de bâtir découlant de l'article 13 de l'ORN et du plan d'alignement lesquels prévoient pour la route nationale N05, un retrait des constructions à 25 mètres de l'axe de la chaussée.

Dès lors, l'Office fédéral des routes (OFROU) s'est prononcé sur ce projet et le requérant respectera les observations et remarques de l'OFROU.

Gabarit

Le projet prévoit entre les profils 14 à 24 une largeur de la chaussée de 5,00 m ce qui est insuffisant pour permettre le croisement de deux véhicules lourds. C'est pourquoi, un trottoir délimité par une bordure franchissable permettant ce cas de croisement est planifié. Dans la pratique, un des deux véhicules pourra stationner sur le trottoir. Dès lors, la DGMR Entretien recommande de prévoir pour le trottoir une superstructure routière. Par ailleurs, la DGMR Entretien vous recommande également de recourir à la pose de potelets sur le trottoir, espacés de 25,00 m à 30,00 m les uns des autres et de les placer à 30 cm en retrait de la chaussée (les recommandations du BPA sont applicables).

Traversée pour piétons

La traversée pour piétons est protégée par un îlot de protection. Cet aménagement, qui ne donne aucune information géométrique (absence de cote), fait l'objet d'une planche explicative dans le mémoire technique mais ne correspond pas au détail du plan n° 22158-02d. Cette anomalie doit être corrigée et la norme VSS 40'241 sera respectée. Le passage pour piétons sera protégé de chaque côté par des têtes d'îlot surélevées par rapport à la chaussée. L'îlot de protection sera muni d'éléments verticaux de type bornes d'îlot et placé de manière que les piétons puissent voir et être vus. Sa largeur sera de 2,00 m, la zone protégée aura une longueur de 3,00 m et sera surélevée de 3 cm par rapport à la chaussée afin d'être détectée par les personnes à mobilité réduite.

Emprises

Le projet comprend un dossier de transfert de surface au domaine public. En application de l'article 14 de la LRou, le dossier sera complété et devra comprendre les éléments mentionnés dans l'article 14 de la loi sur l'expropriation du 25 novembre 1974 (LE ; BLV 710.01). Ces emprises définitives seront transférées au domaine public (DP).

YVERDON-LES-BAINS - Copropriété Parc Scientifique et Technologique d'Yverdon-les-Bains
Viabilisation étape 5
Projet d'extension des réseaux souterrains nécessaires à la viabilisation
des bâtiments et construction d'une future route d'accès pour les futures entreprises de l'étape 5

Eclairage

Concernant le passage pour piétons ou pour les aides à la traversée, la DGMR Entretien rappelle qu'il est nécessaire de les équiper d'un éclairage public. Selon la directive SLG 202, il est conseillé de placer les éclairages en contraste positif de part et d'autre de la route au droit des passages pour piétons ou des aides à la traversée afin de garantir une bonne visibilité des usagers.

La DGMR Entretien rappelle sa directive « Extinction de l'éclairage public » disponible au lien ci-dessous qui mentionne de maintenir l'éclairage au droit des passages pour piétons : <https://www.vd.ch/toutes-les-autorites/departements/departement-de-la-culture-des-infrastructures-et-des-ressources-humaines-dcirh/direction-generale-de-la-mobilite-et-des-routes-dgmr/documents-techniques>.

INFRASTRUCTURES

La DGMR Infrastructures n'a pas de remarque à formuler.

Lutte contre le bruit et application de la loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées

(loi sur l'égalité pour les handicapés, LHand ; RS 151.3) du 13 décembre 2002

*Préavis conjoint de la Cellule bruit / LHand de la DGMR Infrastructures
et de la Division Air, climat et risques technologiques de la DGE
(ci-après, la Cellule bruit / LHand de la DGMR Infrastructures)*

Les exigences en matière d'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées est décrite dans la LHand.

De manière générale, la Cellule bruit / LHand de la DGMR Infrastructures rappelle l'article 13 de l'ordonnance du DETEC (Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication) concernant les exigences techniques sur les aménagements visant à assurer l'accès des personnes handicapées aux transports publics du 23 mars 2016 ((OETHand ; RS 151.342)) qui stipule que la distance entre le quai et le bus ne doit dépasser 7,5 cm en horizontal et 5 cm en vertical. La Cellule bruit / LHand de la DGMR Infrastructures demande également d'ajouter un marquage tactilo-visuel (champ d'éveil de 90 cm de côté (VSS 640'852) au droit de la porte avant du bus. Pour un accostage respectant ces prescriptions, la bordure doit être rectiligne et le plus lisse possible pour éviter une usure prématurée des pneus.

La Cellule bruit / LHand de la DGMR Infrastructures demande de vérifier que le dévers du quai ne dépasse 2 % en direction de la chaussée et que la pente des rampes d'accès au quai ne dépasse 6 % en tenant compte de la pente de la route. Une justification est nécessaire en cas de valeurs qui s'en écarteraient.

YVERDON-LES-BAINS - Copropriété Parc Scientifique et Technologique d'Yverdon-les-Bains
Viabilisation étape 5
Projet d'extension des réseaux souterrains nécessaires à la viabilisation
des bâtiments et construction d'une future route d'accès pour les futures entreprises de l'étape 5

Conclusion et suite de la procédure :

En synthèse de l'examen préalable susmentionné, la Direction générale de la mobilité et des routes préavise favorablement ce projet.

Celui-ci devra être **adapté selon les remarques émises ci-dessus** et complété par les pièces énumérées à l'article 3, al. 1 du règlement d'application du 19 janvier 1994 de la LRou (RLRou ; BLV 725.01.1). Il devra ensuite faire l'objet d'une enquête publique au soin de la Municipalité de la Commune d'Yverdon-les-Bains et être soumis à l'adoption du Conseil Communal d'Yverdon-les-Bains, conformément aux articles 13, al. 3 de la LRou et 34, 38 à 45 de la LATC.

Tout droit du Département de la culture, des infrastructures et des ressources humaines pour l'approbation définitive demeure expressément réservé.

Vous êtes prié de bien vouloir prendre contact avec M. V. Yanef (tél.: 021.316.70.89), inspecteur de la signalisation auprès de notre Division entretien, afin d'examiner les questions liées à la mise en place de la signalisation verticale et horizontale. Nous vous rappelons que la signalisation verticale fait l'objet d'une publication séparée (selon l'article 107 de l'ordonnance fédérale sur la signalisation routière, OSR). Le présent préavis n'a donc pas pour effet de légaliser cette signalisation.

Pour une bonne compréhension du projet et en vertu du principe de coordination, il serait souhaitable que la publication de la signalisation et la mise à l'enquête publique du projet se fassent simultanément.

En restant à votre disposition pour tout complément d'information, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.



p.o. Antony Ngniheula
Chef de la division

Jonas Anklin

YVERDON-LES-BAINS - Copropriété Parc Scientifique et Technologique d'Yverdon-les-Bains
Viabilisation étape 5

**Projet d'extension des réseaux souterrains nécessaires à la viabilisation
des bâtiments et construction d'une future route d'accès pour les futures entreprises de l'étape 5**

Annexe :

- Circulaire n° 2'717 Procédure des projets routiers communaux

Copies informatiques :

- Municipalité de la Commune d'Yverdon-les-Bains, Hôtel de Ville,
Place Pestalozzi 2, case postale 355, 1401 Yverdon-les-Bains
- Bureau Perret-Gentil SA, Ingénieurs civils, à l'attention de M. P. Bortalécou,
avenue des Découvertes 12, case postale 1118, 1401 Yverdon-les-Bains
- Office fédéral des routes (OFROU), Filiale 1,
place de la Gare 7, 1470 Estavayer-le-Lac
- Services consultés
- DGMR - Planification
- DGMR – Routes, MM. J. Bernasconi, Y. Christinet, S. Debossens,
J.-M. Frossard, Y. Borremans et V. Yanef
- M. O. Rochat, Chef du Centre d'entretien et d'exploitation
de la signalisation routière
- M. Cl. Muller, voyer de l'arrondissement du nord,
route de Lausanne 26, 1400 Yverdon-les-Bains